



Pour des sociétés pacifiques et inclusives

Rapport annuel de la CSPPS 2015



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Pour des sociétés pacifiques et inclusives

Rapport annuel 2015 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

Table des matières

Liste des acronymes et abréviations	4
Remerciements	5
Résumé exécutif	6
Introduction	7
Pour des sociétés pacifiques et inclusives	8
Plaidoyer pour l'inclusivité de sociétés pacifiques	17
Gouvernance et composition de la plateforme	22
Soutenir la participation de la société civile	25
Horizons stratégiques : la CSPPS en 2016 et au-delà	28
Communication et sensibilisation	30
Coordonnées de la CSPPS	32
Annexes	33
Annexe 1 : Rapports financiers détaillés 2015	33
Annexe 2 : Liste des membres de la plateforme CSPPS	34
Annexe 3 : Liste des coprésidents des axes de travail et des membres du Comité exécutif de la CSPPS (2015-2016)	36
Annexe 4 : Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé, qu'elle a co-organisés ou facilités en 2015	37
Annexe 5 : Présentation générale des projets de la CSPPS en 2015	38

Liste des acronymes et abréviations

AfP	- Alliance for Peacebuilding (USA)
AGNU	- Assemblée générale des Nations unies
Cordaid	- Catholic Organization for Relief and Development Assistance
C / PVE	- Lutter et prévenir l'extrémisme violent (<i>Countering and Preventing Violent Extremism</i>)
DFID	- Ministère du Développement international (Royaume Uni)
GIZ	- Agence allemande de coopération internationale pour le développement
IDPS	- Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
INCAF	- Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (OCDE)
MAEDI	- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
OCDE	- Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	- Organisation non-gouvernementale
ONU	- Organisation des Nations unies
OSC	- Organisation de la société civile
PSG	- Objectif de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat
RCA	- République centrafricaine
RDC	- République démocratique du Congo
SDC	- Agence suisse pour le développement et la coopération

Remerciements

En 2015 des membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) ont documenté et consigné leurs expériences, soulignant ainsi les réalisations en faveur de l'élaboration de ce rapport. Rassembler toutes les contributions dans ce rapport annuel permet d'offrir en temps opportun une documentation supplémentaire de l'action coordonnée de la société civile dans le cadre des processus du New Deal et du Dialogue international. Les auteurs de ce rapport annuel sont reconnaissants pour toutes les contributions reçues et sont fiers d'être en mesure d'inclure leurs expériences dans notre rapport collectif sur les activités de la CSPPS en 2015.

Le rapport annuel de 2015 recense les activités menées sous la coordination de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) en 2015. La liste des organisations membres impliquées au sein cette Plateforme mondiale est disponible dans l'annexe 2 du présent rapport.

Les activités de la Plateforme de la société civile en 2015 ont pu être réalisées grâce au soutien et au financement du Département fédéral suisse des Affaires étrangères (DFAE), du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, du Département britannique du développement international (DFID) et de Cordaid.

Tous les donateurs mentionnés ont contribué à faciliter la réalisation de chacune des étapes et le succès des expériences présentées dans ce rapport. Le financement a contribué aux efforts de la Plateforme pour renforcer et consolider la voix de la société civile au sein du New Deal et des processus politiques connexes. Ce soutien a en outre permis à la CSPPS d'explorer de nouvelles façons innovantes de relever continuellement et avec succès les défis rencontrés dans le cadre de la coordination de l'engagement de la société civile, et ce dans divers processus politiques liés au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (DI).

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État tient à exprimer sa sincère gratitude et reconnaissance pour le généreux soutien reçu et se réjouit de pouvoir poursuivre sa collaboration avec ses partenaires dans le contexte du Dialogue international et au-delà.

Au nom de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat et membre du Comité exécutif de la CSPPS

Crédits :

Photos de couverture et photo en page 34 © E. van Wesse.

Toutes les autres photos © CSPPS



Résumé exécutif

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est une coalition non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix nord-sud qui coordonne et soutient la participation de la société civile dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et de renforcement de l'État (IDPS). La Plateforme rassemble des représentants de plus de vingt-cinq pays. Son mandat est de renforcer la voix et la capacité de la société à participer efficacement et à influencer le processus du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, afin de pouvoir apporter des résultats à tous. Ce mandat est basé sur une vision accordée d'une collaboration internationale pouvant apporter une paix durable et un développement inclusif pour tous.

En 2015, la CSPPS a investi du temps dans le processus de plaidoyer entourant l'après 2015, à savoir, des actions concertées menant à l'adoption de l'objectif 16 (l'un des 17 objectifs mondiaux approuvés par les Nations unies en septembre 2015). Elle s'est également assurée que la société civile avait bien été reconnue dans l'examen indépendant du New Deal afin de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés du point de vue de la société civile au niveau des pays. En outre, la Plateforme a rédigé un rapport historique sur l'épidémie de l'Ebola et le changement de perception d'une crise uniquement humanitaire à une crise touchant la paix et la sécurité. Par ailleurs, la Plateforme soutenu la participation de la société civile dans l'évaluation du New Deal dans les pays sélectionnés, a renforcé ses équipes de pays en fournissant un soutien par les pairs pour une meilleure participation de la société civile dans les processus politiques et, par conséquent, un renforcement des capacités de plaidoyer des partenaires de la société civile dans les processus en faveur de la paix et du renforcement de l'État.

Tous les niveaux de la CSPPS ont été mobilisés pour une participation en temps opportun aux processus nationaux et mondiaux de l'IDPS. Des spécialistes de la société civile de différents contextes nationaux pertinents et représentant les équipes de pays de la CSPPS, ainsi que des membres d'ONG Internationales et des membres du Comité exécutif de la CSPPS, ont assisté aux diverses réunions à haut niveau et au niveau technique des composantes de l'IDPS. L'ensemble de ces représentants a ainsi pu alimenter les agendas et les documents de réunions et de résultats de l'IDPS par des faits probants par pays, des avis d'experts et des conseils de spécialistes.

L'année 2015 a été d'une importance cruciale tant pour le New Deal que pour l'IDPS. L'adoption de l'Agenda pour 2030 et notamment l'inclusion de l'objectif 16 des ODD sur les sociétés pacifiques et inclusives, était une étape clé. Dans le nouveau cadre mondial, il est d'une importance capitale que le New Deal soit parfaitement aligné avec les ODD. Les expériences et les pratiques recueillies par l'IDPS peuvent offrir une base logique et pratique pour faire avancer le programme de développement pour le changement. Les voies pour un avenir plus résilient qui ne laisse personne pour compte peuvent contribuer à la réussite de la mise en œuvre des ODD.

La CSPPS poursuivra ses efforts pour soutenir la réussite de la mise en œuvre des deux processus, tout en faisant le plaidoyer pour des processus inclusifs et participatifs pouvant relever efficacement les défis auxquels les États fragiles et touchés par un conflit sont confrontés. Les efforts visant à amplifier davantage la voix de la société civile dans ces processus restent par conséquent au cœur de notre programme.

Introduction

Le rapport annuel 2015 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État offre une vue d'ensemble des activités et des réalisations de la Plateforme et expose les résultats des activités individuelles et collectives de ses membres, tout en fournissant un soutien essentiel à la mise en œuvre réussie du New Deal pour l'engagement dans Fragile États.

Le rapport établit un compte rendu détaillé de l'action coordonnée de la Plateforme et de la participation de ses membres aux nombreux processus complexes auxquels sont confrontées les composantes du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

Le rapport met également en évidence les actions concertées de la société civile à l'appui de la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, pour garantir des voies de sortie durables de la fragilité vers la résilience, la paix et la stabilité. Le lecteur trouvera ainsi les événements marquants et d'autres éléments importants que les contributions de la CSPPS ont apporté en faveur de cet objectif en 2015, mettant ainsi en avant le rôle de la Plateforme dans sa contribution proactive aux processus de mise en œuvre du New Deal, tout en suivant de près les actions des composantes au sein des pays du g7+. Les efforts de la Plateforme dans les pays du sud ont mis l'accent sur la promotion de relations constructives entre l'État et la société et le plaidoyer en faveur de processus politiques inclusifs et participatifs. Pour atteindre cet objectif, la CSPPS peut compter sur ses membres du groupe de base et sur l'ensemble des membres au sein de ses équipes de pays respectives dans 18 pays du g7+ et 4 pays hors g7+, ainsi que sur des représentants d'ONG internationales de 6 pays de l'INCAF.

La CSPPS a continuellement cherché à insuffler des valeurs et à soulever des questions liées à la consolidation de la paix au sein du Dialogue international et des processus politiques connexes. Les voix de la société civile se sont élevées à ce propos et ont appelé à des mesures pour protéger l'inclusivité et renforcer la participation de la société dans les processus de transformation clés visant à renforcer la résilience.

La Plateforme a maintenu son engagement et ses recommandations de haut niveau dans les forums mondiaux soutenus par le groupe des États fragiles du g7+, l'OCDE-INCAF, l'AGNU et les divers organismes régionaux. La CSPPS a continué d'identifier et de livrer des enseignements et des recommandations fondés sur la pratique et tirés des processus nationaux du New Deal au cours des événements clés organisés par ces groupes et institutions.

Fournir un soutien proactif et des conseils au processus même de l'IDPS est une partie importante du mandat de la CSPPS. Nous pensons que notre adhésion officielle au Dialogue s'accompagne d'une responsabilité clé de fournir des contributions constructives et substantielles, ainsi que de tenir les parties prenantes redevables à travers les faits probants sur les niveaux d'inclusivité et d'adhésion aux objectifs et principes du New Deal.

Les auteurs espèrent que cette édition 2015 du rapport annuel de la CSPPS apportera tout l'éclairage nécessaire à ses lecteurs sur les principales contributions des OSC et des ONG aux processus mentionnés et qu'il suscitera l'intérêt et la compréhension quant à leur participation continue et réussie dans les agendas du renforcement de la paix, de la consolidation de l'État et du développement dans les États fragiles et touchés par un conflit, dans le cadre de nos efforts collectifs pour des sociétés pacifiques et inclusives.

Pour des sociétés pacifiques et inclusives

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est une coalition non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix nord-sud qui coordonne et soutient la participation de la société civile dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et de renforcement de l'État (IDPS). La Plateforme rassemble des représentants de plus de vingt-cinq pays. Ses objectifs sont de développer et de renforcer la voix et la capacité de la société civile aux niveaux national et mondial, afin qu'elle puisse s'engager dans le processus du Dialogue international – dans l'établissement de son programme, dans les négociations politiques, et dans le déploiement et la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles.

Le mandat de la CSPPS est de faire entendre la voix et renforcer la capacité de la société pour qu'elle puisse participer efficacement et influencer les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et apporter ainsi une contribution cruciale en faveur de la prévention des crises et d'une paix et un développement durable pour tous.

Les stratégies de la CSPPS sont basées sur la théorie du changement suivante :

« Si nous façonnons et influençons les structures et les processus mondiaux et nationaux pour faire face aux sources de conflits destructeurs et pour renforcer la résilience, les pays et leurs citoyens seront alors moins enclins de recourir à des conflits violents, car ils auront les moyens de gérer leurs griefs et renforcer leur qualité de vie ».

Sur la base de cette déclaration, les principales stratégies poursuivies par la CSPPS sont :

1. Façonner et infuser les principes du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les objectifs de développement durable et les processus humanitaires avec des valeurs de consolidation de la paix ;
2. Renforcer et élargir l'engagement de la société civile dans la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et la prévention des crises ;
3. Influencer les politiques de prévention, de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et de développement à tous les niveaux.

La Plateforme a réaffirmé son mandat et stratégies au cours de la réunion de son Comité exécutif à Washington en février 2016, ainsi que la composition de son groupe de base lors de la réunion de Berlin en juillet 2016. Elle s'est ainsi engagée à soutenir en permanence et en priorité l'atteinte de résultats tangibles et significatifs au niveau des pays à l'appui de la mise en œuvre réussie du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles.

Au cœur du sujet : la consolidation et le renforcement de la coalition de la société civile

L'une des activités centrales de la CSPPS est la mobilisation au niveau des pays et le soutien à l'engagement de la société civile afin que les voix, les intérêts et les préoccupations des sociétés des pays du g7+ soient effectivement entendus dans les processus du New Deal et pour s'assurer que la participation de la société civile puisse devenir une partie intégrante évidente de l'élaboration des politiques de consolidation de la paix et de développement dans ces pays.

L'appui au renforcement de la coalition de la société civile dans les pays a pour objet d'impacter à la fois la légitimité et la pertinence de la participation de la société civile, mais surtout d'apporter un soutien ultérieur aux activités stratégiques d'engagement. La CSPPS vise à soutenir le renforcement de la capacité de la société civile locale, afin qu'elle devienne un membre indépendant et un partenaire à part entière de l'IDPS et des processus du New Deal tels qu'ils se produisent au niveau des pays.

Garantir un espace politique sûr et un accès au dialogue sont des priorités clés pour un soutien ciblé nécessaire pour s'assurer que les principes de « dialogue inclusif » du New Deal deviennent une réalité manifeste sur le terrain.

Les coalitions de la société civile inclusives menées par les pays et coordonnées par les points focaux nationaux assurent la légitimité et la transparence du travail des OSC dans les contextes du g7+. Lier ces coalitions à des projets de soutien à la mise en œuvre du New Deal est la base pour le renforcement de l'engagement de la société civile dans le processus. Voilà pourquoi la CSPPS a soutenu les équipes de pays des OSC par l'intermédiaire de nombreux projets dans les pays du g7+ (Guinée, Côte d'Ivoire, RDC, Burundi, etc.), afin de sensibiliser le New Deal au niveau national, évaluer leur préparation à passer des OMD aux ODD et renforcer leurs capacités.

Le soutien à la mise en œuvre du New Deal au niveau national

L'une des priorités stratégiques connexes de la CSPPS est celle de s'assurer que les OSC renforcées et coordonnées soutiennent efficacement la mise en œuvre du New Deal, et que les points de vue de et les préoccupations de la société civile en matière de consolidation de la paix soient reflétés dans le processus de mise en œuvre. La formation d'un tel groupement de la société civile répond à la disposition de l'inclusivité contenue dans le New Deal et cherche à atteindre la plus large représentation des activités de la société civile portant sur des thèmes et des secteurs couverts par les PSG - d'où le besoin de traiter le plus grand nombre de questions sociétales sur la consolidation de la paix.

Les OSC fonctionnent dans le cadre d'une coalition nationale (par exemple les équipes de pays de la CSPPS) et sous la coordination d'une organisation point focal. Une fois organisée, mobilisée et ayant, le cas échéant, renforcé la capacité nécessaire de leurs éléments, les coalitions nationales s'engagent directement dans les initiatives liées à la consolidation de la paix et au renforcement de l'Etat destinées à influencer les parties prenantes du New Deal et à intégrer les composantes sociales clés dans le processus. La mobilisation des OSC en 2014 a ouvert la voie à l'évaluation des résultats du New Deal en tant que processus et de ses objectifs au niveau national en 2015. La société civile s'est efforcée de garantir le respect des principes du New Deal dans le processus de conception, la conduite et l'usage des instruments, comme premier exemple d'élaboration de politiques et de législations au sein du cadre offert par les PSG.

Étude de cas 1 : l'implication de la société civile dans la lutte contre l'épidémie de l'Ebola

Les OSC en Sierra Leone ont joué un rôle crucial dans la promotion de la mobilisation sociale au sein des communautés sur toutes les questions liées à l'intervention d'urgence contre l'Ebola. Elles ont pris les devants en matière de sensibilisation des populations à l'échelle nationale sur les dangers et les risques impliqués dans la réponse contre l'Ebola à tous les niveaux de la société, allant de la communauté, village, ville, section, chefferie, district, au niveaux régional et national.

Les activités de sensibilisation comprenaient la tenue d'assemblées dans les mairies locales, des discussions à la radio et à la télévision, l'organisation de groupes de discussion, des visites porte-à-porte destinées à sensibiliser les populations sur la réglementation communautaire et son application, l'envoi de messages par SMS et à travers l'application WhatsApp, etc.

Les OSC ont également vulgarisé la réglementation communautaire élaborée par le Conseil des chefs suprêmes, à travers le ministère des Gouvernements locaux de la Sierra Leone en la transmettant dans les langues locales des différentes communautés et districts. Cette réglementation communautaire, pouvant impliquer des amendes, des sanctions pénales et même des peines de prison, a été intentionnellement élaborée en tant que cadre juridique pour guider et orienter les comportements et les attitudes des citoyens pendant l'épidémie.

Les OSC ont plus ou moins servi de moyen de vérification et d'équilibre pour tout le monde dans le pays. En collaboration avec le ministère de la Santé et de l'assainissement, les ONG axées sur la santé et l'OMS, les OSC se

sont lancées dans des ateliers de formation et dans l'organisation de séminaires et de colloques, en tant que moyen de renforcement des capacités des personnels de santé. Ces efforts avaient pour objet de compléter et d'appuyer le travail du Gouvernement dans un esprit d'équipe afin d'éradiquer le virus de l'Ebola dans le pays.

Par ailleurs, les OSC ont distribué des produits alimentaires et non-alimentaires dans les communautés touchées par le virus et les foyers mis en quarantaine. La société civile a également travaillé sans relâche aux côtés du Gouvernement pour promouvoir et renforcer l'adhésion et le respect de la réglementation communautaire et l'application des sanctions imposées par le Gouvernement de la Sierra Leone dans le cadre d'une urgence sanitaire, dans le but de contenir le virus.

En outre, les organisations de la société civile ont appuyé et défendu l'intégration de 3 500 personnels de santé communautaires qui ont été formés par le ministère de la Santé et de l'assainissement, avant l'explosion de l'épidémie pour soutenir et renforcer le système de prestation de services de santé dans le pays. À la suite de leurs interventions de plaidoyer, 1 500 des personnels de santé communautaires ont finalement été associés aux questions de l'intervention d'urgence contre l'Ebola. Cela a permis d'offrir des opportunités d'emploi et a renforcé davantage l'approche du travail en équipe dans la lutte Ebola.

Des exercices de suivi ont également été menés par les OSC sur les opérations d'intervention contre l'épidémie de l'Ebola et les fonds et la prestation de services publics ont notamment été utilisés, mais moins que prévu. Ces exercices de suivi ont permis de mettre au jour certaines questions telles que le système de sépultures et certains mauvais traitements qui ont été infligés aux personnes décédées par des équipes chargées des enterrements. Les corps ont ainsi été parfois laissés sans surveillance pour une trop longue période de temps, ce qui était dégradant et inacceptable par les membres de la famille des défunts.

En outre, il était attendu par la plupart des citoyens que la façon avec laquelle les forces de sécurité et les personnels de santé ont pris en charge les personnes supposées contaminées par le virus, soit un déclencheur potentiel de conflits, et des violences ont éclaté dans certaines communautés. Parallèlement à ces défis dans le cadre du processus de réponse, ces comportements ont été perçus par le grand public comme des signes avant-coureurs d'un conflit à un certain niveau.

Pendant la lutte contre l'épidémie, les OSC ont averti les autorités concernées quant aux questions qui constituaient des signes d'alerte précoces de conflits afin que celles-ci entreprennent les actions nécessaires. Ainsi, des mesures appropriées ont été prises à un moment donné, comme par exemple, l'introduction du système d'inhumation sûr et digne. Avec l'introduction de ce système, les tensions entourant la réponse à l'épidémie se sont considérablement réduites. Cela a été plus ou moins lié aux signes d'alerte précoces de conflits identifiés par les OSC.

Enfin, les OSC ont surveillé toutes les périodes de confinement mises en place par le Gouvernement pour rechercher les personnes infectées qui se cachaient et ont également sensibilisé les populations sur le besoin de faire respecter la loi et l'ordre public, particulièrement les politiques mises en place dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Un certain nombre de ces interventions ont bénéficié des financements de la CSPPS et la majorité d'entre elles, ont été prises en charge par d'autres partenaires, tandis que d'autres activités n'étaient que des contributions volontaires des OSC à travers le pays.

Shellac Sonny Davies et Foday M. Sesay
Membres de l'équipe de pays de la CSPPS, Sierra Leone
Lancedell Matthews
Coordinateur de l'équipe de pays de la CSPPS, Libéria

Créer un espace pour une participation efficace de la société civile

Garantir un espace politique pour la société civile peut indéniablement compléter l'action des gouvernements et des donateurs pour la mise en œuvre du New Deal. Le soutien de la CSPPS au niveau des pays permet à la société civile de mobiliser ses homologues du New Deal au niveau du Parlement, du Gouvernement et dans l'administration, en assumant même parfois le rôle d'organisateur et de facilitateur entre ces acteurs et en lançant les discussions nécessaires sur le contenu et les objectifs du processus du New Deal. Pour que la participation de la société civile soit effective, les conditions de l'intégration des représentants des OSC dans toutes les régions et à toutes les étapes du processus du

New Deal et de l'IDPS doivent être réunies.

En 2015 la CSPPS a continué d'apporter un soutien pour permettre la coordination des plans stratégiques à travers son point focal du g7+ et les membres de ses équipes de pays, afin d'appuyer et d'influencer efficacement les plans au niveau des pays, et renforcer ainsi la mise en œuvre du New Deal. La Plateforme a offert son expertise ainsi qu'un soutien technique et financier à la participation des équipes de pays aux événements officiels du New Deal et à la rédaction et la diffusion de rapports sur les progrès et les défis de la consolidation de la paix au niveau des pays. Lorsque cela a été nécessaire, un nouveau soutien ou un renouvellement du soutien a été fourni à la mobilisation, à la consolidation et au renforcement des capacités des coalitions nationales et des équipes de pays (voir l'aperçu complet du projet de la CSPPS dans l'annexe 5).

Les activités des OSC ont enregistré des évolutions contrastées dans les pays touchés par des conflits, par une reprise de conflit ou par une nouvelle crise politique. Les actions coordonnées par la société civile ont été sérieusement entravées par certains développements politiques, tels que ceux qui se sont produits au Burundi et au Sud Soudan. Lorsque, dans les pays touchés par l'épidémie, les processus du New Deal qui étaient mis en place ont été stoppés, le lobbying concerté a permis de concentrer l'attention qui était portée au New Deal aux processus de planification pour un relèvement de l'Ebola. Les processus du New Deal à la fois en République centrafricaine, au Timor-Leste et en Afghanistan, ont révélé plusieurs mesures positives en constante évolution, allant de dialogues multipartites à de nouveaux processus d'évaluation de la fragilité, afin d'élaborer des études pour identifier les principaux éléments pour une plus grande résilience.

Exemples de réalisations concrètes et de résultats en 2015 :

La CSPPS a contribué au rapport intitulé « **Ensuring Impact and Inclusivity in Fragile States, conference report** »¹ qui a été publié à la suite d'un atelier qui s'est tenu à Helsinki en juin 2015, et qui avait pour objectif de faire le bilan et d'identifier les bonnes pratiques en matière de renforcement de la participation de la société civile dans les processus du New Deal. L'un des principaux objectifs de cette conférence était de discuter et d'explorer le rôle que les différentes parties prenantes de l'IDPS, notamment le PNUD et les ONG internationales, pouvaient jouer en soutenant une plus large intégration de groupes de parties prenantes clés au niveau national dans les processus du New Deal (la conférence a été organisée en collaboration avec le PNUD, Finn Church Aid et a bénéficié du soutien du ministère des Affaires étrangères de Finlande).

La CSPPS a partagé les enseignements clés sur les indicateurs dans le document intitulé « **Post 2015, Goal 16 and Lessons on Indicators. Civil Society Perspectives from the New Deal Work on Indicators** ». Celui-ci fournit des perspectives sur les travaux du New Deal en matière d'indicateurs clés lesquels, malgré de nombreux défis, ont réussi à maintenir mesurables les cibles de l'Objectif 16. Lorsqu'il existe des lacunes en matière de suivi, garantir l'inclusion de l'objectif 16 dans le cadre de l'après-2015 permettra de créer des incitations qui stimulent la volonté politique et génèrent des ressources nécessaires pour combler ces lacunes.

Étude de cas 2 : la société civile et le New Deal en Somalie, une optique d'inclusivité

L'inclusivité des OSC en Somalie en est encore à ses balbutiements, sauf pour certains cas d'OSC dans la région de Benadir – Mogadiscio, qui sont en mesure de bénéficier de leur proximité du pouvoir du gouvernement fédéral. Malgré ce manque la CSPPS a soutenu la société civile en Somalie afin de faire entendre sa voix sur la scène internationale et pour permettre également à la coalition de former un groupe de pression solide qui a réussi à articuler les questions liées à la participation de la société civile dans le contexte somalien.

Les OSC ont ainsi réussi à faire entendre leur voix grâce à l'utilisation de communiqués et pendant les forums

¹ Garantir l'impact et l'inclusivité dans les États fragiles, rapport de conférence

auxquels elles ont assisté. La CSPPS, avec la participation de l'ONG IIDA et de la Coalition de la société civile somalienne (SCSC), a permis de réunir des OSC de toutes les régions afin de rédiger un communiqué en juillet 2015. Cela a permis de réfléchir sur la situation politique du pays et de cartographier leurs problèmes et les perspectives à venir.

La CSPPS a également organisé une réunion consultative des OSC à Kismaayo qui a permis de mettre en relation les OSC de cette région avec les OSC de Benadir pour un partage d'informations.

Ces actions ont permis d'exposer les OSC Somaliennes à l'UE, en particulier grâce au communiqué de juillet 2015, qui a rappelé à l'UE et à la communauté internationale qu'ils avaient négligé la société civile, et qu'il fallait par conséquent s'engager plus étroitement avec ces dernières. L'UE a ainsi fourni des fonds pour les OSC en Somalie à hauteur de 8 millions d'euros. Le regroupement et le remodelage de la société civile somalienne autour des questions pertinentes dans le pays, telles que les élections de 2016, le processus de révision de la constitution ou le quota de 30% de femmes dans tous les postes électifs et de membres nommés, ne sont que quelques-uns des résultats de ces différents engagements.

Deqa Yasin Hagi Yusuf

Coordinatrice de l'équipe de pays de la
CSPPS en Somalie

Garantir une voix et un espace

Le soutien que la CSPPS apporte aux OSC au niveau national implique de pouvoir maintenir un espace et une voix pour la société civile, afin qu'elle puisse influencer les politiques au niveau local et global dans le cadre du processus du New Deal. Bien qu'il soit reconnu que la société civile possède la capacité de travailler avec les gouvernements pour atteindre des objectifs communs, l'engagement des membres de la CSPPS au niveau des pays se heurte encore à de nombreux défis. Ces défis limitent les contributions des OSC à la mise en œuvre des programmes pour la résilience des États. Ainsi, les équipes de pays de la CSPPS ont observé que :

- Un manque d'engagement politique de la part des gouvernements vis-à-vis des normes internationales telles que les principes du New Deal, qui se caractérise par le manque d'évaluations de la fragilité complètes dans les pays du g7+, bien qu'elles soient un outil essentiel pour la mise en œuvre des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État ;
- Un rétrécissement des espaces de liberté d'expression et un manque d'outils de suivi appropriés pour les citoyens ;
- Un accès limité ou bloqué à l'information et aux ressources du domaine public ;
- Un engagement politique faible ou raté dans le cadre de la lutte contre la corruption et l'impunité, qui représentent deux des facteurs les plus importants de la fragilité des États.

Malgré ces défis, la société civile a également pris des initiatives en réaffirmant son autonomie d'action dans sa contribution en faveur du renforcement et de la visibilité des dynamiques nationales pour la mise en œuvre du New Deal. Les équipes de pays de la RDC, de Guinée et de Côte d'Ivoire ont mené des projets visant à mieux faire entendre la voix des OSC dans le cadre du processus du New Deal pour la construction d'un partenariat/coalition et la diffusion d'informations autour des ODD. Les projets se sont articulés autour de visites de plaidoyer pour obtenir le parrainage des programmes de consolidation de la paix menés par les équipes de pays de la CSPPS (en RDC) ; le partage d'informations avec les membres de la plateforme du New Deal à propos de la transition des OMD aux ODD (en Guinée) ; la sensibilisation des acteurs des OSC quant à l'élargissement du partenariat et le renforcement des capacités des membres de l'équipe de pays (en Côte d'Ivoire).

Le soutien de la CSPPS pour faire entendre la voix des OSC au niveau national peut également compter sur la mobilisation du soutien des pairs et de l'expertise des ONG internationales. Les OSC dans les différents pays du g7+ ont bénéficié d'un soutien des pairs et de conseils collègues experts de la Global Platform.

De multiples occasions ont été saisies pour discuter des questions portant sur le New Deal et l'IDPS directement avec les représentants des donateurs dans les capitales membres de l'INCAF. Les représentants des gouvernements du G7+ ont été sensibilisés lors d'événements internationaux de l'IDPS et pendant les réunions techniques et ministérielles spécifiques du groupe du G7+.

Les représentants des donateurs ont, quant à eux, été sensibilisés par le Coordonnateur de l'IDPS lors des réunions du Secrétariat des OSC qui se sont tenues à Helsinki, Paris, New York, La Haye et Washington.

Exemples d'événements de la CSPPS en 2015 :

- Le 12 février à Washington, la CSPPS a organisé un événement en marge du Forum FCV de la Banque mondiale, intitulé : *Amplifier la voix de la société civile dans le New Deal* ;
- Le 27 février à Paris, la CSPPS a participé à la discussion organisée par l'OCDE, sous le titre *Le New Deal et Ebola - un cadre pour une récupération efficace* ;
- Le 18 avril à Washington, la CSPPS a participé aux réunions de printemps de la Banque mondiale et à un événement en parallèle organisé par l'IDPS et intitulé : *La consolidation de la paix de nouvelle génération* ;
- Du 16 au 18 juin à Helsinki, la CSPPS a organisé, en collaboration avec le PNUD et la Finn Church Aid, la conférence historique intitulée *Ensuring Impact and Inclusivity in Fragile States*

Consolider le soutien au New Deal et à la reddition de comptes

Les travaux de la CSPPS touchent également la coordination de la société civile dans les pays donateurs. Ainsi, aux USA, la CSPPS s'est engagée auprès des membres de la *Alliance for Peacebuilding* lors de leur réunion annuelle qui a rassemblé un large groupe d'organisations caritatives et d'organisations de consolidation de la paix basées aux USA et travaillant dans le monde entier, et notamment dans les États fragiles, sur l'urgence, le développement et la consolidation de la paix. Les interactions qui ont eu lieu lors du Forum sur la fragilité, les conflits et la violence de la Banque mondiale ont également permis de toucher de nouvelles organisations de la société civile qui n'avaient à ce jour pas de lien, ou n'étaient pas encore impliquées dans les activités de la Plateforme

L'élargissement de la base de soutien en Europe continentale a permis d'établir des contacts stratégiques avec différentes composantes de la société civile dans de nombreux pays européens. Des visites de contact et des présentations ont été réalisées aussi bien pour explorer les possibilités d'accroître la présence de la CSPPS dans ces pays, que pour discuter des voies stratégiques pour garantir la responsabilisation des pays soutenant le New Deal vis-à-vis de leur engagement dans les États fragiles.

Aligner le New Deal à l'Agenda pour 2030 :

Le New Deal a joué un rôle considérable pour s'assurer que les questions liées à la paix soient incluses dans l'Agenda pour 2030. Celui-ci offre de nombreux enseignements qui devraient être reflétés et intégrés dans la planification de la mise en œuvre de l'Agenda pour 2030. Le New Deal a créé un espace à plusieurs niveaux pour le dialogue si nécessaire, aidant ainsi les gouvernements et leurs soutiens extérieurs à faire face aux défis politiques et techniques auxquels ils sont confrontés dans les pays sortant d'une situation de conflit et de fragilité. Les priorités, processus, outils et mécanismes du New Deal, peuvent s'appuyer sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cependant, la façon dont les deux cadres sont aujourd'hui réunis pour un impact mutuellement bénéfique dans les pays touchés par un conflit pose question. Les points clés reflétés dans cette analyse comprennent :

A l'approche du sommet historique des Nations Unies sur le développement durable, des discussions sur l'alignement du New Deal à l'Agenda pour 2030 ont débuté².

² Un groupe de travail ad hoc de l'IDPS a été chargé d'élaborer de nouvelles orientations sur ce sujet spécifique. Toutes les constituantes participent au processus. Le rapport final est à paraître

L'alignement peut être au minimum réalisé en reliant chaque pacte national lié aux priorités des objectifs sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (PSG) aux indicateurs des ODD individuels. Les pays membres du New Deal ne travailleraient que sur la mise en œuvre de certaines cibles des ODD.

Le processus d'intégration du New Deal et de l'Agenda pour 2030 devrait également être utilisé pour réévaluer les progrès et les priorités dans chaque contexte national, et pour identifier les éventuelles lacunes dans le cadre du New Deal. Les enseignements généraux de la phase pilote du New Deal doivent être examinés, notamment en :

- Favorisant davantage à l'inclusion, avec un rôle plus important de la société civile et en attirant de nouveaux acteurs ;
- Utilisant l'importance de l'Agenda pour 2030 pour élargir l'appropriation des priorités des PSG au sein du gouvernement ;
- Rééquilibrant la concentration de l'engagement international pour la porter sur les individus et sur la manière d'apprendre à construire des sociétés pacifiques ;
- Apprenant à créer des institutions responsables qui tirent leur force de l'inclusivité et de la réactivité tout en acceptant les limites de l'engagement extérieur ;
- S'engageant sur un plus large éventail de questions liées au financement au-delà de l'accroissement de l'aide et des revenus intérieures, en réfléchissant notamment à un ensemble plus large d'options de financement, y compris les flux financiers illicites, l'investissement privé dans le secteur des ressources et les envois de fonds ;
- Soutenant un dialogue global plus inclusif sur les sociétés pacifiques qui pourrait s'appuyer sur liens entre la paix et le développement, universellement reconnus. Cela permettrait aux pays de l'IDPS de partager leurs enseignements, tout en facilitant l'action collective de pouvoir mettre en œuvre l'agenda pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Étude de cas 3 : La mise en œuvre du New Deal en République de Guinée

La mise en œuvre du New Deal en République de Guinée a considérablement évolué au cours de cette dernière année. Cela a donné lieu à des initiatives et à la mise en œuvre d'un certain nombre de projets techniquement et financièrement soutenus par la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS).

La Plateforme a apporté son soutien technique et financier à une recherche intitulée « L'impact de la maladie à virus Ebola sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et sur la vie socio-économique en Guinée », qui a été initiée par l'ODDI-Guinée à la suite des difficultés rencontrées par le pays face au virus. Un deuxième projet de « soutien alimentaire, scolaire et vestimentaire aux orphelins de l'Ebola dans les régions de Boké et Boffa » a été appuyé par le Secrétariat du G7+, et a bénéficié aux trois pays les plus touchés par le virus de l'Ebola.

« Capitaliser sur les réalisations et les bonnes pratiques du New Deal comme prélude à la transition des OMD aux ODD » était un projet également soutenu par la CSPPS et qui a cherché à partager les expériences positives que le New Deal a apportées à la société civile dans le pays. Le projet a également pour but de sensibiliser les OSC sur ce que le nouveau cadre de développement des ODD impliquait et quelles étaient les opportunités de consolidation qu'il offrait à la société civile. L'une des principales difficultés rencontrées par ce processus est le manque de financement par rapport à l'ambition d'appropriation de la mise en œuvre des ODD par l'ensemble des parties prenantes de la société civile. *(Ce dernier projet a également vu la participation de Jussi Ojala (FCA Finlande), et celle de Mafalda Marchioro (PNUD)).*

M. Ousmane Dieng
Coordinateur de l'équipe de pays
de la CSPPS en Guinée Conakry

En 2015, la CSPPS a soutenu des projets dirigés par des coalitions de la société civile et élaborés par des points focaux des OSC dans sept pays, offrant ainsi aux coalitions d'OSC nationales la possibilité de construire, renforcer et consolider leurs capacités dans le cadre des processus du New Deal et de l'IDPS au niveau national, ainsi que d'attirer les plus grands nombres et les plus divers groupes d'organisations locales impliquées dans les questions de consolidation de la paix. Le tableau 1 présente une vue d'ensemble des projets nationaux soutenus par la CSPPS en 2015. Un tableau contenant des informations supplémentaires sur les réalisations et les coûts est présenté dans l'annexe 5.

Tableau 1 : les projets de la CSPPS au niveau national en 2015

Projets de la CSPPS financés en 2015				
Pays, OSC point focal	Nom du projet, date de mise en œuvre	Objectifs de soutien du processus du New Deal dans le pays	Principaux résultats et impact	Financement autorisé (EUR)
RCA, CSPPS Comité exécutif	Soutien par les pairs dirigé par Irène Esambo, membre du Comité exécutif, février 2015	Permettre aux OSC de contribuer à l'évaluation nationale de la fragilité, et de ses dimensions, établir des liens avec la feuille de route politique nationale.	Organisation de trois journées d'échange entre toutes les parties prenantes sur le New Deal, ayant abouti à la création d'une EP pour la RCA, désignation d'un point focal, prise en compte de la contribution de la société civile dans l'évaluation de la fragilité.	2 500
RCA, Pregesco-RCA	Atelier préparatoire en vue de la participation de la société civile à la relance de la mise en œuvre du New Deal dans le pays suite aux événements tragiques en République centrafricaine (RCA), 27-28 février	Promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, renforcement des capacités pour les acteurs et réseaux d'OSC en RCA en matière d'analyse des situations de fragilité et de conflit ; fournir aux OSC une base analytique des plans nationaux ; établir un mécanisme de dialogue permanent.	Les acteurs d'OSC ont été parties prenantes à toutes les étapes du processus ; des outils d'analyse sont disponibles pour aider les OSC dans leur engagement à mettre en œuvre le New Deal.	3 000
RCA, Pregesco-RCA	Atelier de restitution pour la construction de capacités des OSC, avril 2015	Promouvoir l'appropriation des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, renforcer les capacités nationales des OSC d'analyse des facteurs de fragilité et de conflit, d'évaluation de la fragilité, renforcer les capacités institutionnelles des coalitions d'OSC et leur implication dans les plans nationaux.	Une meilleure appropriation du processus du ND, formulation d'une proposition pour clarifier le processus d'évaluation de la fragilité, adoption d'un plan d'action de la coalition pour garantir la représentation de l'OSC au sein du New Deal.	4 300

Côte d'Ivoire FNDDP	Projet de renforcement et de renforcement des capacités de la coalition d'OSC	Sensibiliser les acteurs d'OSC, en vue d'un large partenariat ; dissémination des premiers résultats du projet auprès des OSC.	Meilleure connaissance des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État au sein de la sphère politique. Renforcement des capacités de l'EP et de la collaboration entre le PNUD et le Point focal du New Deal en Côte d'Ivoire pour présenter les résultats du premier projet de dissémination ND. Inclure les médias pour les activités de sensibilisation.	10 000
Nigéria, CSDEA	Lutter contre l'extrémisme au XXI ^e siècle : optimiser le soutien de la société civile aux mécanismes de prévention et de déradicalisation, novembre 2015	Étude et comparaison des différentes approches des OSC de lutte contre l'extrémisme violent. Contribution : document de politique de 10-15 p., intégrant les résultats à la stratégie de la CSPPS et plaider pour l'IDPS.	Présenter des enseignements pouvant être utilisés par les EP et les grandes coalitions impliquées dans l'IDPS et le ND, en matière de sécurité et de paix et de réponse aux situations de crise. Elaborer des outils et des stratégies pouvant s'ajuster aux différents contextes nationaux et proposer des études de cas ayant un ancrage communautaire et des réponses possibles à l'extrémisme violent.	18 800
Régional, Pregesco	Mission de plaider auprès du Secrétaire général de la CEEAC	S'assurer du parrainage de la CEEAC pour les programmes de consolidation de la paix menés par les EP de la CSPPS dans tous les pays concernés (Burundi, RDC, RCA et Tchad), étudier les accords de gouvernance entre le Pregesco et le MARAC, et la structure du partenariat pour l'intégration du point focal de la CSPPS.	Conclusions de la réunion présentées dans un mémo ; rédaction d'une proposition d'accord d'engagement entre la CEEAC et le Pregesco en attente des signatures des représentants exécutifs.	5 600
Régional, Guinée, Libéria, Sierra Leone ; RDC, Nigéria	De la réflexion à l'action : réponse de la CSPPS à la crise Ebola	Rédaction d'un rapport global présentant des évaluations d'études de cas, des messages prioritaires et des actions à réaliser ; étude comparative de cas (RDC, Nigéria).	Rapport final diffusé auprès des parties prenantes de l'IDPS au niveau national dans cinq pays, et au niveau mondial.	Guinée 15K Libéria 20K Sierra Leone 9K RDC 6K Nigéria 5K Total 55 000

Guinée, ODDI-Guinée	Mise en œuvre du New Deal en Guinée : enseignements tirés et bonnes pratiques en vue de la transition des OMD aux ODD, 1 ^{er} décembre	Identifier les défis et opportunités de la mise en œuvre du New Deal en Guinée, partager des informations sur la transition des OMD aux ODD avec les membres de la plateforme ND ; réorienter et aligner la nouvelle stratégie avec les ODD et consolider le partenariat avec la société civile.	Actualisation du nouveau Conseil national des OSC en Guinée. Consolidation et coordination des travaux des 40 OSC de Guinée en vue de l'Agenda pour 2030. Le ND et les ODD sont diffusés dans l'ensemble du pays.	9 960
---------------------	---	--	---	-------

Plaidoyer pour l'inclusivité de sociétés pacifiques

Contacts stratégiques et plaidoyer au niveau global

Dans le cadre de l'engagement global de la Plateforme, les représentants de la société civile de l'IDPS ont souvent recherché des opportunités de plaidoyer pour établir des contacts stratégiques et exercer un plaidoyer en faveur de la consolidation et la création de relations de travail effectives avec les représentants des communautés des donateurs et du gouvernement.

La participation de l'IDPS au niveau global fait partie intégrante du partenariat entre la société civile, les donateurs et les gouvernements. La CSPPS s'efforce à contribuer et à participer à tous les niveaux de représentation à l'ensemble des événements officiels et connexes de l'IDPS, aussi bien les événements stratégiques et techniques que ceux liés à la gouvernance. La société civile apporte une contribution fondamentale et constructive à ces événements et suit de près les progrès de la discussion au niveau global, afin de s'assurer que les principes approuvés du New Deal pour les Etats fragiles soient continuellement appliqués à toutes les étapes des processus de l'IDPS et du New Deal, et que ces principes et objectifs soient respectés et représentés à tous les niveaux.

En communiquant les commentaires reçus sur les processus du New Deal tels qu'elle les reçoit des processus nationaux du New Deal, la CSPPS offre une contribution au niveau global de l'IDPS. « Influencer les politiques autour de l'agenda pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat à tous les niveaux » est l'une des principales stratégies de la Plateforme, laquelle implique de renseigner les discussions globales grâce, d'une part, aux perspectives nationales sur les progrès du processus du New Deal, et en proposant, d'autre part, des conseils et des orientations expertes sur la conception et l'utilisation des instruments du New Deal qui peuvent aider à modeler ces processus dans les pays du g7+. Informer sur la façon de mener des évaluations de la fragilité participatives et inclusives, mener un plaidoyer sur l'emploi adéquat et le respect des indicateurs pour mesurer les progrès réalisés en matière de PSG, présenter des points de vue sur le calendrier et les processus donnant lieu à des pactes et à leur mise en œuvre, comptent parmi les orientations et activités de plaidoyer de la CSPPS à ce niveau.

En 2015, la CSPPS a poursuivi sa représentation au sein des principaux organes de l'IDPS, à savoir le Groupe de travail pour la mise en œuvre du New Deal et le Groupe de pilotage de l'IDPS. Outre ces groupes de travail permanents, la CSPPS a participé au groupe de travail temporaire qui a été mis en place pour superviser le processus menant à l'achèvement de l'examen indépendant du New Deal et à la préparation de la réunion globale de l'IDPS prévue pour avril 2016.

La CSPPS a apporté une contribution aux processus globaux visant à améliorer la gouvernance et le fonctionnement du Dialogue international. Elle a participé aux discussions cruciales concernant le processus d'examen indépendant mentionné ultérieurement et s'impliquera probablement dans la future orientation du Dialogue international. Des contacts actifs et réguliers ont également été recherchés et maintenus avec les coprésidents successifs du Dialogue, dans le but de leur communiquer les principaux problèmes de la société civile et de réaffirmer les priorités et les engagements stratégiques à poursuivre au plus haut niveau de l'IDPS.

Étude de cas 5 : Saluer l'inclusion de la paix dans l'Agenda pour 2030

La CSPPS était activement présente à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en septembre 2015, durant laquelle les objectifs de développement durable (ODD) ont été lancés lors de ce qui a été le plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux. De nombreux membres de la CSPPS étaient présents pour saluer l'inclusion de la paix dans le nouvel agenda – aussi bien dans l'objectif 16 qu'en tant que l'une des cinq priorités transversales – mais également pour rappeler aux Etats membres et autres parties prenantes qu'une action urgente est nécessaire afin que le monde puisse respecter ses engagements d'ici 2030.

Ainsi, et pendant plus de cinq jours, les membres de la CSPPS ont assisté à de nombreuses réunions et manifestations en marge de l'AGNU, afin de s'informer sur les plans pour l'avenir, mais aussi pour faire le plaidoyer de la dimension de la paix dans l'Agenda pour 2030 et que celle-ci a bien été prise au sérieux. L'organisation Saferworld et ses partenaires ont organisé une réunion de haut niveau sur l'objectif 16 qui a réuni de nombreuses parties prenantes de différents pays pour discuter des actions à venir. Une réunion de haut niveau de l'IDPS a bénéficié des solides contributions des membres CSPPS sur la façon dont les ODD seront alignés avec le New Deal. À l'avenir, ce processus d'alignement sera important pour favoriser la cohérence et s'assurer que les deux cadres demeurent pertinents dans les Etats touchés par les conflits et la fragilité.

Atteindre un accord sur un nouveau programme de développement global qui comprend des engagements spécifiques en faveur de la paix, n'a pas été facile. Les membres de l'IDPS et d'autres ont dû exercer une forte pression pour atteindre ce résultat et le travail ne fait que commencer. Il est crucial de mobiliser les relations établies et de tirer parti de la dynamique créée derrière le processus de négociation, afin de veiller à ce que ce qui a été convenu à New York apporte un changement partout.

Tom Wheeler

Conseiller conflits et sécurité, Saferworld

La participation de la CSPPS à divers événements mondiaux en 2015 avait pour objet d'apporter une contribution directe aux discussions pour la représentation des points de vue de la société civile et le partage de leurs questionnements dans le cadre des réalisations de l'IDPS, notamment les notes d'orientation, les déclarations de résultats et d'autres formes de décisions collectives. En outre la Plateforme a également publié des déclarations de son côté dans le cadre de son travail de plaidoyer indépendant et concernant des événements globaux ne faisant pas partie de l'IDPS, tels que les consultations sur l'après 2015, les réunions des coalitions d'ONG, et d'autres événements liés à la paix.

Avoir au moins le statut d'observateur et au mieux participer en tant qu'invité aux événements du g7+ et des constituantes de l'INCAF est un moyen clé pour la CSPPS de livrer efficacement ses messages. Ainsi, la participation d'un ou plusieurs membres spécialisés de la CSPPS a été possible grâce à des accords avec les groupes de l'INCAF et du g7+, assurant des droits mutuels d'observation et de participation aux réunions. En 2015, la CSPPS a participé aux réunions planifiées de chaque constituante, et notamment les réunions de l'INCAF à Paris et du g7+ à Bruxelles. La contribution de la CSPPS au débat et aux documents de conclusions à ces occasions a été saluée. Les réunions du Groupe de travail pour la mise en œuvre et du Comité de pilotage de l'IDPS ont bénéficié de la participation statutaire de représentants de la CSPPS désignés.

Étude de cas 6 : La mise en œuvre du New Deal au niveau global

Afin d'évaluer et de suivre les progrès des instruments du New Deal, dans le cadre de la mise en œuvre du New Deal au niveau des pays, la CSPPS a mis en place une équipe de travail coprésidée par deux membres de la Plateforme. Cette équipe cherche à promouvoir une plus grande réflexion stratégique et une action coordonnée sur la stratégie de mise en œuvre du New Deal – en particulier la façon dont ses principaux instruments (évaluations de la fragilité, indicateurs, pactes et le principe une vision et un plan uniques) interagissent pour maximiser les résultats stratégiques.

L'un des éléments clé de cette période a été le groupe de travail d'Abidjan pour la mise en œuvre, qui a élaboré et animé une session extraordinaire d'une journée, lors de laquelle les constituantes de l'IDPS ont pu réfléchir collectivement sur la stratégie de mise en œuvre du New Deal, et notamment sur la façon dont les instruments d'évaluation de la fragilité, les pactes, et le principe une vision et un plan uniques interagissent pour soutenir la mise en œuvre du New Deal.

Le CSPPS soutient également le développement de la notion de dialogues nationaux et s'assure que ceux-ci soient inclusifs et se concentrent sur les instruments clés du New Deal. Parmi d'autres événements, la CSPPS a co-organisé une réunion à Helsinki avec Finn Church Aid, le PNUD et le ministère des Affaires étrangères finlandais pour élaborer des recommandations thématiques concrètes permettant de renforcer l'inclusivité la société civile à travers la mise en œuvre des dialogues nationaux.

La Plateforme s'est également engagée activement dans l'appui et le plaidoyer en faveur d'une plus grande inclusivité de la société civile, en veillant à ce que ses représentants des pays du g7+ soient présents à toutes les réunions de prise de décision au niveau du Dialogue international.

Erin McCandless

Directrice académique de la consolidation de la paix,
The New School

Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé, qu'elle a co-organisé ou facilité en 2015 :

Février

- Banque mondiale, **Forum Fragilité, Conflit et Violence**, Washington, DC, 11-13 février
- Événement parallèle de la CSPPS durant le Forum FCV : **Amplifier la voix de la société civile dans le New Deal**, Washington, DC, 12 février
- Discussion de l'OCDE « **The New Deal and Ebola – a framework for effective recovery** », Paris, 27 février

Mars

- OCDE, atelier informel « **Situations of fragility in the Financing for Development discussion** », Paris, 20 mars
- Séminaire organisé par l'association UN en Chine **Promoting Peaceful and Inclusive Societies for Sustainable Development in the New Global Development Agenda**, Beijing, 24 mars (avec la GPPAC et la CSPPS)
- g7+ & OIT, rencontre technique, atelier : **Jobs for Peace and Resilience in the Framework of Fragile-to-Fragile Cooperation**, Bruxelles, 30 mars-1er avril

Avril

- Réunion de printemps de la Banque mondiale, événement parallèle IDPS : **Next Generation Peacebuilding**, Washington, D.C., USA, 18 avril

Mai

- **Forum de Stockholm sur la sécurité et développement**, Stockholm, 12 mai
- Atelier commun de l'INCAF avec les groupes de travail INCAF : PSG 1, **Legitimate Politics : Foster inclusive political settlements and conflict resolution**, 19 mai
- **Réunion du Comité exécutif de la CSPPS**, Abidjan, Côte d'Ivoire 21 & 24 mai
- **Réunion du groupe de travail IDPS (IWG)**, Abidjan, Côte d'Ivoire, 22-23 mai
- **Réunion du groupe de pilotage de l'IDPS (SGM)**, Abidjan, Côte d'Ivoire, 25 mai

Juin

- Conférence organisée par la CSPPS, le PNUD et FCA « **Ensuring Impact and Inclusivity in Fragile States** », Helsinki, 16-18 juin

Juillet

- Conférence organisée par le PNUD « **UNDP Engagement with the New Deal : Taking Stock and Accelerating Implementation** », Addis-Abeba, 1-2 juillet
- Consultation technique et **Conférence internationale sur le relèvement après Ebola de l'ONU**, New York, 9 juillet

Août

- **Forum mondial sur la Jeunesse, la paix et la sécurité**, Amman, Jordanie, 20-22 août

Septembre

- **Sommet des Nations unies sur le développement durable**, New York, 25-27 septembre
- **Réunions des champions IDPS**, 24 septembre

Novembre

- Réunion des directeurs INCAF (DLM), **Overview of the NDIR and the OECD research on States of Fragility 2015 report**, Paris, 2-3 novembre
- 17^{ème} réunion du groupe de pilotage de l'IDPS, **l'avenir de l'IDPS et le New Deal**, Paris, 4-5 novembre
- 2^{ème} **Forum du partenariat mondial de Busan, Corée**, Global Partnership for Effective Development Cooperation, Séoul, République de Corée, 23-24 novembre

Décembre

- Réunion technique du g7+, **Mise en œuvre et suivi des objectifs de développement durable (ODD)**, Nairobi, Kenya, 7-8 décembre 2015

En tant que Plateforme, la CSPPS a soutenu la participation officielle de ses membres aux événements de l'IDPS et autres événements connexes par la publication de documents politiques et de déclarations faisant le plaidoyer pour un large éventail de questions allant des évolutions en cours dans les processus nationaux (voir la publication de la CSPPS « Combattre et prévenir le virus Ébola : consolider la paix et la résilience sociétale »), à la nécessité d'offrir des recommandations au processus politique global de l'IDPS et au-delà (par exemple le document de la CSPPS sur « l'après-2015, l'Objectif 16 et les enseignements sur les indicateurs : perspectives de la société civile sur les travaux du New Deal sur les indicateurs »). Ces documents et déclarations ont été publiés sous forme de documents de réunion et en tant que déclarations officielles adressées aux coprésidents de l'IDPS, du g7+ et de l'INCAF.



Liste des principaux documents de politique et déclarations publiés par la CSPPS et ses membres en 2015-2016

2015 :

- **CSPPS**, « Post 2015, Goal 16 and Lessons on Indicators. Civil Society Perspectives from the New Deal Work on Indicators », février
- SPSBD-CSOWG, « The New Deal Implementation in South Sudan. A South Sudanese Civil Society perspective paper », mars (commandé par la CSPPS et coordonné par le point focal de la CSPPS Soudan du Sud)
- **CSPPS**, « Tackling and Preventing Ebola while building peace and societal resilience. Lessons and Priorities for action from Civil Society in Ebola-affected New Deal countries », avril
- **CSPPS**, « Amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques. Rapport annuel CSPPS 2014 », juillet
- **CSPPS**, Commentaires sur le rapport intérimaire provisoire de l'examen indépendant du New Deal, décembre

Publications 2016 à date :

1^{er} mars 2016 – Forum Fragilité, conflit et violence – Banque mondiale, Washington DC

Safeguarding Inclusivity and the Role of Civil Society in Conflict Affected States : Lessons from the New Deal for SDG Implementation – Document de séance CSPPS – Session Fragilité, conflit et violence

23-24 mars 2016 – Réunion ministérielle du g7+, Kaboul

Déclaration CSPPS pour la réunion ministérielle du g7+

5 avril 2015 – Réunion globale IDPS, Stockholm

5^{ème} réunion globale du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
« Surmonter la fragilité et consolider la paix dans un monde en mutation »

30 avril 2016 – 18^{ème} réunion du groupe de pilotage du Dialogue international, Washington DC

Aligning the New Deal and the 2030 Agenda – Proposition CSPPS

24 mai 2016 – Recherche au sein du réseau CSPPS

Analyzing and assessing impact of lobby and advocacy – Monitoring and evaluating capacity and activities of CSPPS network – de Matteo Consonni (Université de Leiden)

23-24 mai 2016 – Sommet mondial sur l'action humanitaire (SMAH), Istanbul

Prevention is key to ending State Conflict & Fragility – blog CSPPS (OXHRH)

1-4 juin 2016 – Réunion à Nairobi sur l'avenir du Dialogue

- **Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Accélérer la mise en œuvre du New Deal, Contribution de la CSPPS pour les discussions sur la mise en œuvre du New Deal et l'avenir du Dialogue**
- **Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Translating commitments on Youth Peace and Security into IDPS work plan and action**
- **Opérationnalisation de la Déclaration de Stockholm : Proposals for translating commitments on gender into IDPS mandate and work plan**
- **CSPPS – Towards tangible action and resilient outcomes : 2016 and beyond**

Gouvernance et composition de la plateforme

Une gouvernance et une participation efficace

En 2015, la CSPPS a revu la composition du Comité exécutif (CE) de la plateforme suite à l'élection qui s'est tenue en septembre. Pour assurer la continuité et la disponibilité de la mémoire institutionnelle, il a été décidé de mener une élection partielle en vue de renouveler la moitié des membres du Comité exécutif, tandis que la deuxième moitié devrait être renouvelée courant 2016. À l'heure actuelle, le Comité exécutif est composé de neuf membres qui conseillent le groupe de base sur les options stratégiques et la prise de décision pour les affaires courantes. Le Comité exécutif est composé de sept membres du Sud (dont cinq proviennent de pays du g7+) et de deux membres du Nord. Dans le cadre des élections du Comité exécutif, une révision du système de coprésidence des axes de travail de la CSPPS a été engagée et qui est maintenant assurée par un membre du Comité exécutif et un représentant du groupe de base, afin de garantir une appropriation commune et un enrichissement mutuel entre les deux organes. Veuillez-vous référer à l'annexe 3 pour plus de détails sur la composition du Comité exécutif et des axes de travail.

Le système de coprésidence Nord-Sud des axes de travail assure une gouvernance équitable et équilibrée de la CSPPS et de ses choix d'orientations stratégiques. Lors de leur élection, les nouveaux membres du Comité exécutif ont été chargés de faire de nouvelles propositions pour renforcer l'organisation et l'engagement de la société civile au sein du New Deal au niveau des pays, formaliser les stratégies et les possibilités de soutien que la CSPPS peut offrir à ses membres, en réaffirmant la vision, la mission et l'identité de la plateforme et ses objectifs visant à amplifier la voix de la société civile au sein des processus nationaux et mondiaux de consolidation de la paix.

En 2015, la CSPPS a encore affiné sa structure de gouvernance et de fonctionnement pour mieux refléter ses besoins, les opportunités et les défis du travail de ses membres à tous les niveaux – et en même temps pour optimiser son alignement sur les évolutions de la gouvernance du Dialogue international. Suite à l'élection du nouveau Comité exécutif, des efforts concertés ont été entrepris pour réactiver les axes de travail de la plateforme dans le nouveau cadre de gouvernance, ainsi que pour mettre à jour les TdR et le programme de travail, afin de faciliter la mise en œuvre des nouvelles activités convenues. Les axes de travail suivants sont actuellement en cours :

- Soutien par les pairs et coordination des points focaux,
- Instruments du New Deal,
- Engagement global.

La coprésidence Sud-Nord de chaque axe est assurée par deux membres participant à la plateforme : un membre du Comité exécutif et un membre du groupe de base. Les membres du groupe de base qui le souhaitent peuvent participer volontairement et s'engagent à fournir des conseils pratiques, une expertise technique et des ressources pour soutenir la mise en œuvre effective des stratégies de la plateforme. Ces dispositions ont été reconfirmées lors de la réunion du Comité exécutif de la CSPPS à Washington, DC en février 2016.

Cette nouvelle organisation de la gouvernance a été consolidée par la création du poste de président du Comité exécutif, qui fonctionne sur la base d'une rotation semi-annuelle entre les membres du Comité exécutif chargés de la poursuite des objectifs prioritaires inscrits au programme du Comité exécutif et de prendre des décisions à court terme si nécessaire.

Étude de cas 7 : Valoriser le potentiel de la jeunesse en tant qu'acteur de la consolidation de la paix

Le Forum mondial sur la Jeunesse, la paix et la sécurité qui s'est tenu en août 2015 en Jordanie et l'adoption de la déclaration d'Amman sur la jeunesse, la paix et la sécurité qui s'est ensuivie constituent des étapes importantes qui ont permis de donner plus d'ampleur et d'accorder plus de considération à la question des jeunes au sein du programme de consolidation de la paix de la CSPPS.

La plateforme a participé au Forum d'Amman et y a apporté d'importantes contributions qui ont alimenté des discussions essentielles au cours des réunions du groupe de base et du Comité exécutif de la CSPPS, concernant la façon de généraliser de façon stratégique la question de la jeunesse à tous les travaux de la plateforme. La première étape dans cette direction a été de diffuser la Déclaration d'Amman sur la jeunesse, la paix et la sécurité parmi les organisations membres de la CSPPS et aux autres parties prenantes du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

La récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (Résolution 2250) sur la jeunesse, la paix et la sécurité a également permis d'accroître l'intérêt porté à la défense des questions liées à la jeunesse, dans le cadre des travaux de recherche actuels sur la lutte et la prévention de l'extrémisme violent menés par la plateforme, ainsi que la participation de la CSPPS au groupe de travail interagences de l'ONU sur la jeunesse et la consolidation de la paix.

Theophilus Ekpon
Coordinateur de l'équipe de pays
de la CSPPS au Nigéria

Évolution des membres

En tant que coalition non gouvernementale Nord-Sud d'organisations de consolidation de la paix, la CSPPS rassemble des représentants du monde entier. Actuellement, la plateforme est engagée auprès d'organisations de plus de 25 pays. Étant donné que la plateforme œuvre principalement en faveur du développement et du renforcement de la voix et des capacités de la société civile dans les situations de conflit et de fragilité, c'est au sein de la société civile qu'elle cherche à recruter de nouveaux membres. L'implication d'organisations basées dans l'hémisphère Nord offre des occasions stratégiques pour nouer des liens directs avec les donneurs bilatéraux et organisations multilatérales.

La légitimité de la participation de la société civile au sein du Dialogue international et aux processus du New Deal se fonde sur une large représentation d'OSC et d'ONG du Nord comme du Sud. La CSPPS cherche à élargir sa composition à tous les niveaux. Les équipes de pays et les points focaux de la CSPPS sont chargés d'explorer les possibilités de recruter de nouveaux membres au sein de la coalition d'OSC et d'ONG qu'ils coordonnent dans le cadre de leur soutien au processus national du New Deal. Avec le soutien du secrétariat de la CSPPS, les candidatures d'ONG internationales (ONGI) reçues par le groupe restreint sont examinées par le Comité exécutif qui porte une attention particulière au rôle que peut jouer l'ONG en tant que nouveau membre au sein de l'un ou de plusieurs des axes de travail de la plateforme. La politique d'adhésion de la plateforme exhorte également ses nouveaux membres œuvrant au niveau mondial à exercer une pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils tiennent leurs engagements relatifs au New Deal pour l'engagement dans les États fragiles.

En 2015, la CSPPS comptait 14 points focaux dédiés (qui coordonnent les équipes de pays de la CSPPS) des pays du g7+ y compris tous les pilotes du New Deal, et quatre points focaux dans des pays non membres du g7+. Au niveau local, ces points focaux représentent une grande diversité de coalitions de la société civile, comprenant une douzaine d'OSC (RDC, Libéria) et des réseaux nationaux de plateformes d'OSC regroupant plusieurs centaines de membres (Afghanistan, Burundi, Timor-leste). À l'échelle mondiale, 15 ONGI principales contribuent activement au travail global de la plateforme en matière de plaidoyer et de lobbying.

Dans le contexte de réforme récente de sa structure de gouvernance, la politique d'adhésion de la plateforme a également été revue, et la communication avec les membres des ONGI a été réorganisée pour garantir et optimiser les liaisons stratégiques entre les membres, les axes de travail et les domaines stratégiques prioritaires de la plateforme. Il est prévu de mettre en place d'autres actions à des fins

d'optimisation de l'alignement et des liaisons entre les membres de la plateforme – au niveau national comme international. Une attention particulière sera accordée à l'étude des liens existants entre les ONGI et au soutien aux processus nationaux, au moyen de conseils techniques directs et d'échanges d'expertise et de ressources. Le recrutement d'un responsable de politique et communications au sein de la CSPPS en 2015 a permis de mener un inventaire des besoins en matière de capacités et d'envisager des partenariats à l'appui des processus nationaux.

Pour assurer la coordination, le secrétariat de la CSPPS a fait appel aux services d'un consultant pour une période de six mois, jusqu'à fin en 2016, afin de mener une recherche sur l'impact de la CSPPS en tant que réseau mondial de plaidoyer et de lobbying. Cette étude a permis d'analyser les capacités, activités et résultats de la CSPPS en RDC et en Guinée. La première étape de cette étude a consisté à examiner les capacités de ces deux pays en particulier, en analysant la composition de l'équipe de pays, ses interactions avec les acteurs extérieurs, parties prenantes et publics ciblés par ses projets. Ensuite, une liste des activités menées dans les deux pays par les membres du réseau de la CSPPS a été établie puis analysée afin d'évaluer et de comprendre leurs résultats et leur impact potentiel.

L'étude a également permis de mieux comprendre les dynamiques du travail mené par le réseau de la CSPPS en RDC et en Guinée et a contribué à rationaliser les activités pour améliorer leur efficacité et les actions de plaidoyer et de lobbying. L'étude a également produit deux enquêtes par sondage qui pourront être réutilisées dans d'autres pays où intervient la CSPPS.

Soutenir la participation de la société civile

Rapport financier : rendre compte de l'emploi des fonds de la CSPPS

Ce rapport a été élaboré dans le but de rendre des comptes sur les activités, leurs résultats et l'utilisation des fonds pendant l'année 2015. Cette partie met l'accent sur les activités financées par les fonds obtenus auprès des donateurs de la CSPPS et le soutien de l'organisation hôte du secrétariat OSC du Dialogue international, Cordaid. Comme mentionné précédemment, toutes les activités entreprises ont eu pour objectif de soutenir la coordination des efforts en vue de préserver, renforcer et consolider la réussite de l'engagement des OSC à tous les niveaux pertinents et à toutes étapes des processus du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles et du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

Les décisions relatives à l'emploi des fonds découlent des priorités et stratégies définies par le groupe de base de la CSPPS, en fonction des orientations établies par le Comité exécutif de la CSPPS. Certains éléments de soutien financier aux membres de la communauté CSPPS, présentés ci-dessous, sont nécessaires à l'appui des objectifs opérationnels et stratégiques de la plateforme, qu'il s'agisse d'un projet d'une durée de plusieurs mois ou d'une réponse ponctuelle lors d'une occasion de plaider à tous les niveaux.

Globalement, on peut distinguer trois catégories de financement :

Coordination du secrétariat et fonctionnement de la plateforme CSPPS

Cette fonction centrale de la CSPPS consiste à assurer le fonctionnement du travail collectif des membres à tous les niveaux. Le secrétariat, hébergé par Cordaid à La Haye et composé de deux employés basés à La Haye et un à Kinshasa, sert de structure de base à la collaboration au niveau national (traitement des demandes de soutien, suivi des mises à jour des activités de la société civile et des évolutions du New Deal), au niveau global (appui à la participation aux événements mondiaux de la CSPPS et autres), et au niveau intermédiaire (relayer les informations aux coprésidents des axes de travail, appui à l'organisation du soutien entre pairs).

Les fonds utilisés à la coordination du secrétariat de la CSPPS se répartissent entre le salaire des employés et les coûts de communication. Le coordinateur du secrétariat et le chargé de programme ont contribué à faciliter la communication entre la communauté CSPPS au sens large et les autres secrétariats du Dialogue international. En cas de demande, ils ont également contacté des représentants de parties prenantes concernées et des personnes ressources dans les pays où le New Deal est mis en œuvre et les pays donateurs. Les fonds consacrés à la coordination ont également servi à couvrir les frais d'organisation des réunions de la plateforme et des événements associés. Cette catégorie de financement inclut également les frais de déplacement lors de la participation à ces événements du personnel du secrétariat ou de membres, ainsi que les imprévus pendant ces événements, notamment liés au transport et aux communications. Il est important de noter que ces imprévus comprennent le financement en dernière minute du soutien aux membres de la CSPPS pour leur engagement envers les parties prenantes au niveau national et la mobilisation de leur propre expertise lors d'événements internationaux.

Le responsable de politique et communications recruté en 2016 se charge d'informer la communauté CSPPS sur les discussions et les évolutions relatives aux objectifs et stratégies de consolidation de la paix et des forums et d'espaces de développement. À cette fin, le responsable aura comme tâche, entre autres, d'assister les membres de la plateforme dans leurs besoins en matière de communication, fournir des conseils de nature politique sur les aspects stratégiques des communications, assurer la liaison avec les autres membres du Dialogue international en cas de communication conjointe, élaborer des modèles de rapports périodiques et soutenir l'appropriation et la diffusion des enseignements tirés.

La fonction de coordination assurée par le secrétariat comprend la communication et la diffusion des documents tels que les déclarations présentées lors d'événements et de publications des membres.

Les notes de politique et déclarations, élaborées par les membres de la CSPPS sur des thèmes ou des événements permettant de défendre le point de vue de la société civile, bénéficient du soutien du secrétariat qui se charge de la collecte des informations, du travail éditorial et de la diffusion.

Le secrétariat se charge aussi de rédiger les documents de communication interne, des comptes rendus des réunions et des événements et d'établir ou de maintenir les contacts avec les autres membres du Dialogue international. La coordination du groupe restreint de la CSPPS implique d'organiser des téléconférences régulières avec le groupe de base et le Comité exécutif, en aidant concrètement les participants à se joindre à ces réunions, à préparer l'ordre du jour et la présidence du Comité exécutif (nommée pour un mandat de six mois), et en proposant des services de traduction.

Le secrétariat est également en charge de rendre des comptes, comme le démontre le présent document, sur les activités et l'emploi des fonds de la CSPPS, ainsi que de gérer les relations avec les donateurs qui ont eu la gentillesse d'offrir leur soutien. Comme nous l'avons indiqué, une partie de ces fonds opérationnels ont été employés à la rémunération du personnel et aux autres frais de personnel pour la coordination de la CSPPS assurée par son secrétariat. En tant qu'organisation hôte du secrétariat OSC CSPPS/IDPS, Cordaid est en charge de la gestion globale des fonds et de la comptabilité relative à l'emploi des fonds reçus.

Renforcer et faciliter l'engagement et la participation de la société civile dans l'IDPS

Les dépenses présentées dans cette catégorie concernent principalement les coûts engagés pour faciliter l'engagement et la participation de la société civile aux réunions et événements associés de l'IDPS. Les fonds ont été employés à financer le transport des membres parrainés de la CSPPS dans leurs efforts pour rendre possible, faciliter et renforcer l'engagement de la société civile au cours de l'année 2015. Les membres du Sud de la CSPPS ont bénéficié d'un soutien financier pour participer aux événements associés au New Deal et à l'IDPS : réunion des groupes de travail de l'IDPS et du groupe de pilotage, réunions du g7+ et de l'INCAF lorsque des invités sont conviés, et des événements liés à l'après-2015 et aux objectifs de développement durable. Ces dépenses, de même que celles entrant dans les autres catégories, sont engagées dans le respect des exigences formulées par les donateurs.

En plus des coûts d'hébergement et de déplacement, cette catégorie comprend les frais de voyages internationaux des membres, notamment liés aux demandes de visa pour l'UE ou les États-Unis. Ces formalités peuvent nécessiter plusieurs jours de préparation et donc augmenter les frais de participation d'un membre à un événement global.

Soutien sur le terrain pour encourager et renforcer l'engagement de la société civile à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État

En 2015, la CSPPS a réussi à encourager l'engagement de ses membres au niveau national au sein du processus du New Deal grâce à son appui à l'organisation de coalitions efficaces et organisées sur le terrain. Elle a mené à bien cette tâche en ayant recours à divers moyens et activités visant à améliorer l'organisation propre et le développement des capacités des équipes de pays (EP), ainsi que le plaidoyer stratégique à l'égard des parties prenantes du New Deal au niveau national :

- Mobilisation et consolidation de l'EP, notamment en renforçant la sensibilisation aux questions de consolidation de la paix et de renforcement de l'État ;
- Développement des capacités et du soutien technique, au moyen d'un soutien entre pairs pour construire la capacité de la société civile à s'organiser efficacement et à s'assurer un espace suffisant pour intervenir ; et
- Lancement d'initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, en soutenant les coalitions de la société civile pour nouer un dialogue stratégique efficace avec les autres parties prenantes du New Deal et contribuer à la réussite de la mise en œuvre du New Deal.

La présentation générale des projets soutenus sur le terrain (voir le chapitre (« Pour des sociétés pacifiques et inclusives ») décrit l'emploi principal des fonds mis à disposition au titre de cette catégorie. Les fonds fournis par la CSPPS doivent servir à soutenir et faciliter la structuration et la réussite de l'engagement de la société civile au sein du processus du New Deal au niveau national. Que le public ciblé soit la société civile nationale ou locale, le gouvernement ou d'autres acteurs du monde

universitaire ou médiatique, ces projets témoignent des efforts entrepris pour amplifier la voix et la prise en compte des préoccupations des peuples et des sociétés au sein des discussions politiques les concernant et pour les traduire en résultats adéquats à chaque étape du processus du New Deal. Les coûts engagés concernent l'organisation concrète des réunions, la participation de toutes les parties prenantes concernées au niveau national et le travail de communication autour des événements (voir l'annexe 5 pour la liste détaillée des projets soutenus).

Les activités de la plateforme de la société civile menées en 2014 ont été rendues possibles grâce au soutien et au financement du ministère britannique du Développement international (DFID), du ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA) et du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Des fonds supplémentaires proviennent également de l'organisation hôte du secrétariat de la plateforme CSPPS, Cordaid.

Le tableau 2 offre une présentation générale des fonds reçus et le détail des dépenses engagées pour l'année 2015. Un rapport financier plus détaillé est joint à l'annexe 1 de ce rapport.

Tableau 2 : Présentation générale des contributions donateurs / conventions de subvention pour la période 2015 :

Donneur	Période	Fonds alloués (EURO) (montants obtenus)	Fonds alloués (montants prévus)	Dépenses financières enregistrées en 2015
Suisse (FDFA)*	Jan.- déc. 2015	320 000 CHF 304 000,46 EUR	400 000 CHF *	234 078 EUR
Pays-Bas (MinBZ)	Jan.- déc. 2015**	190 000 EUR	200 000 EUR	110 000 EUR
Royaume-Uni (DFID)	Jan.- mars 2015***	187 837,71 EUR ****	500 000 GBP	138 844 EUR
Cordaid	Jan.- déc. 2015	15 788 EUR	100 000 EUR	15 788 EUR
Total		697 626,17 EUR (obtenus)		498 710 EUR

* Nouveau financement du FDFA pour la période 2015-2017 mis à disposition dans le cadre de l'accord de financement #81034431 – 2015 indiqué ici.

** Il a été convenu de prolonger ce financement sans coût supplémentaire jusqu'à juillet 2016

*** Accord de financement responsable DFID prolongé jusqu'au 31-03-2015

**** La demande finale de décaissement comprenait les dépenses restantes de 2014 telles que rapportées dans le RA2014

Horizons stratégiques : la CSPPS en 2016 et au-delà

Soutien global aux processus nationaux de mise en œuvre du New Deal

L'année 2016 a représenté une étape charnière pour le New Deal et le Dialogue international, puisqu'elle a été marquée par le renouvellement du mandat de l'IDPS et du New Deal, ainsi que par l'adoption de 17 objectifs globaux par les Nations unies en septembre 2015.

Grâce au soutien permanent des autres membres de l'IDPS, la CSPPS s'efforcera de poursuivre le développement et le soutien aux activités des membres de la société civile, actifs au niveau des pays du g7+, conformément aux nouvelles orientations définies par l'Agenda pour 2030. Les organisations qui servent de point focal de la CSPPS et les équipes de pays ont été sollicitées pour qu'ils signalent les défis et les opportunités identifiés au niveau national pour cette période, qui sera marquée par l'engagement de la communauté internationale à ne « laisser personne pour compte » dans le cadre de l'Agenda pour 2030 pour le développement durable.

Le soutien au niveau des pays demeure la priorité pour l'année 2016, qui combine l'appui aux besoins des équipes de pays pour s'engager avec succès au sein des processus du New Deal et de réalisation des ODD, et l'alignement stratégique avec le renouvellement du mandat de l'IDPS afin d'obtenir des résultats tangibles sur le terrain et de démontrer la pertinence des processus du New Deal et des ODD au niveau national.

La réunion du groupe de pilotage de l'IDPS en novembre 2015 ayant été l'occasion de réitérer ces priorités, la CSPPS continuera à se consacrer à la gestion du suivi de l'aspect essentiel qu'est la mise en œuvre auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Toujours au niveau des pays, la CSPPS encouragera le renforcement et l'approfondissement des coalitions nationales d'OSC, et assurera leur suivi, grâce à la coordination dynamique des équipes de pays. À cette fin, des nouveaux axes de travail de la CSPPS seront élaborés dans le but de renforcer l'engagement de la société civile aux niveaux national et mondial. Les défis et opportunités identifiés dans le cadre de ce processus serviront de base à la CSPPS pour évaluer la nature du soutien nécessaire selon les spécificités de chaque pays, et mettre en place un suivi et une supervision efficaces de l'opérationnalisation du New Deal et des ODD.

Partenariat stratégique au sein de l'IDPS

En 2016 et au-delà, la CSPPS continuera à participer activement aux événements internationaux contribuant au pilotage et à la redéfinition du processus du New Deal, et des outils et instruments concernés, ainsi que de la stratégie globale et l'orientation de l'IDPS. La représentativité de la CSPPS sera assurée par la relation de confiance mutuelle et renouvelée qu'elle a nouée avec la société civile, et qui lui donne une position et une voix légitimes pour intervenir à tous les niveaux de ces processus. Elle contribuera aux discussions et les décisions prises par les parties prenantes gouvernementales et les donateurs et assurera leur suivi.

En démontrant le soutien de la société civile à la réalisation durable des objectifs du New Deal, la CSPPS garantit que celle-ci sera représentée au sein des groupes de travail de l'IDPS. La CSPPS se chargera de fournir des données factuelles provenant de la société civile au niveau national sur les réalisations et les défis en lien avec les processus du New Deal de manière adéquate et opportune, ainsi que des orientations stratégiques et des conseils de façon proactive sur l'opérationnalisation des engagements pris conjointement.

La CSPPS continuera de participer activement aux événements mondiaux organisés par l'IDPS et, si possible, aux événements des membres du g7+ et de l'INCAF, du moins lors des sessions où la participation de personnes extérieures est autorisée.

La paix et l'Agenda pour 2030

Les membres de l'IDPS ont consacré des ressources importantes et beaucoup de temps pour s'assurer que les notions de paix, de justice et de gouvernance soit prises en considération dans le nouvel agenda pour le développement. Cette initiative ayant été couronnée de succès, la CSPPS œuvrera à la définition d'une vision claire de la façon dont le New Deal et l'Agenda pour 2030 pourront s'aligner et interagir, notamment au niveau des pays, car c'est là que le New Deal doit être mis en place.

Le New Deal et l'Agenda pour 2030 énoncent tous deux explicitement que la paix est une condition essentielle du développement et prennent en compte les questions liées à la justice, aux politiques inclusives et légitimes, aux institutions, à la violence, aux services, à la fiscalité et la croissance économique. Ces deux instruments ont cependant des objets distincts : le New Deal se concentre sur le renforcement de la paix et la consolidation de l'État dans les contextes particuliers de fragilité et de conflit. L'Agenda pour 2030 a pour objet d'encourager le développement universel en mettant l'accent sur la sécurité, la justice et les institutions étatiques. Le New Deal se fonde sur le principe central d'engagement au sein du dialogue politique et d'un ensemble de processus visant à mettre en place des approches de renforcement de la paix et de consolidation de l'État adaptées aux spécificités du contexte, qui doivent ensuite moduler à la fois la stratégie nationale et la fourniture de l'aide.

Le New Deal et les ODD constituent un projet ambitieux et global, qui peut compter sur une forte mobilisation de la société civile et sur l'engagement des gouvernements et de la communauté de donateurs. Dans les contextes de fragilité et de conflit, le New Deal propose une « feuille de route » à suivre pour identifier les principaux facteurs de violence et de fragilité et pour progresser dans le sens d'une meilleure participation et appropriation nationales, ainsi que d'une meilleure prise en compte des valeurs et des spécificités du contexte national.

À l'échelle mondiale, la CSPPS prône :

- L'utilisation des principes et des instruments du New Deal pour moduler les processus et la hiérarchisation des priorités politiques nationales par les pays eux-mêmes ;
- Une analyse plus approfondie des objectifs, des cibles et des indicateurs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et de développement durable, pour identifier les lacunes potentielles du cadre de travail des ODD qui est considéré comme important par les pays en situation de fragilité et de conflit ;
- L'alignement des cadres de travail à tous les niveaux, ainsi que des objectifs, des cibles et des indicateurs ;
- En ce qui concerne la mise en œuvre, le New Deal peut être envisagé à la fois comme un processus visant à atteindre les résultats escomptés par l'Agenda pour 2030 dans les pays en situation de fragilité et de conflit et comme une façon de renforcer leur impact en soulignant les lacunes.

Communication et sensibilisation

Stratégie de communication et identité visuelle

CSPPS s'efforce de faire profiter ses membres de sa renommée et de son expérience en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, qui peuvent les aider à établir des contacts et à défendre leur position de façon coordonnée auprès des parties prenantes au New Deal et à l'IDPS. Le nom et le logo de la CSPPS, ainsi que sa mission, la théorie du changement et ses principales stratégies sont rappelés dans toutes les communications régulières, notes de politiques et déclarations communiquées aux gouvernements et donateurs concernés. La connaissance de la CSPPS parmi les membres du G7+ et de l'INCAF facilite la prise de contact de nos membres et leur permet de bénéficier d'une attention accrue de la part des membres du Dialogue international et d'autres partenaires à tous les niveaux.

Pour leur part, les membres de la CSPPS doivent se conformer à ses efforts de communication en alignant de façon stratégique la participation de leur organisation au travail collectif de coordination de la plateforme. Cet effort doit être reflété à la fois au niveau de la coordination nationale en tant qu'équipe de pays de la CSPPS et au niveau global pour le plaidoyer et le lobbying en faveur du programme commun de la plateforme. Cette pratique permet de renforcer notre visibilité et les liens entre les organisations membres à tous les niveaux du réseau mondial.

Le site internet de la CSPPS (<http://www.cspps.org>) et les pages dédiées sur les réseaux sociaux (Twitter et Facebook) offrent également des ressources utiles pour le plaidoyer et le soutien aux capacités au niveau national et international. Ces outils contribuent au processus de soutien entre pairs et d'enrichissement mutuel par l'expérience. La consolidation d'une identité conjointe et d'un programme convenu conjointement permet à la CSPPS d'avoir une influence propre par ses déclarations et ses notes de politique, de lancer des discussions stratégiques essentielles et des forums au nom de ses membres au sens large, ainsi que de signer des déclarations communes avec les groupes de la société civile.

Une partie des fonds de la CSPPS sont consacrés à l'élaboration de documents et à l'administration du site Internet (www.cspps.org) qui permet d'informer les communautés impliquées dans la consolidation de la paix comme l'IDPS, ainsi que le grand public, sur les activités, réalisations et composition de la plateforme. Des fonds spécifiques sont également alloués à la préparation des publications pour des événements particuliers, comme une nouvelle note de politique en vue d'une réunion du Dialogue international ou des ateliers associés. Des exemples de telles publications sont notamment la brochure officielle de présentation de la CSPPS, le rapport Ebola et le rapport annuel de la plateforme. Les supports numériques de communication sont par exemple l'onglet mis à jour régulièrement présentant les actualités et les événements sur le site de la CSPPS, et la version PDF des documents de politique et les déclarations de plaidoyer diffusées en amont des événements globaux de l'IDPS.

Gestion des connaissances et pratiques documentaires

Pour accompagner l'essor des activités de la CSPPS et renforcer encore une stratégie de communication consolidée, le secrétariat de la CSPPS s'est doté d'un responsable de politique et communications, basé en RDC. Sa participation a permis de donner un nouvel élan au travail du secrétariat, grâce au lancement d'une série de publications de Récits de Pays CSPPS présentant l'état de la situation et le niveau d'engagement de la société civile dans le New Deal et les processus associés dans chaque pays où la plateforme intervient. Ces synthèses seront publiées sur le site Internet de la CSPPS et mises à disposition des visiteurs, qui bénéficient ainsi d'un témoignage direct de la situation en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans tous les pays membres de la CSPPS. Les fiches d'information de pays sont des documents à usage interne qui permettent de garder un historique mis à jour des processus concernés par les activités des équipes de pays. Ces informations pourront progressivement servir de centre de ressources où seront disponibles toutes les informations stratégiques et pertinentes sur chaque pays.

Le recrutement d'une personne supplémentaire fait suite à l'objectif défini par la CSPPS de rapporter et de faire connaître les expériences menées par la société civile aux niveaux national, régional et international ;

d'améliorer l'archivage et l'utilisation des enseignements tirés des réalisations passées ; et, enfin, de documenter ces enseignements tirés de l'expérience. La diffusion de ces récits de pays en version électronique constitue une priorité pour la CSPPS dans le cadre de ses interventions. Avec des membres répartis dans plus de 25 pays et encore davantage d'équipes de pays, le site Internet pourrait être optimisé pour servir d'interface entre le secrétariat et ses membres, mais surtout entre les membres de la société civile eux-mêmes. À terme, un tel outil pourra permettre de mettre en place des canaux de communication directs et de garantir une mise à jour des derniers événements marquants. Le responsable de politique et communications s'est également assuré de l'alignement entre la mise en œuvre en cours de la stratégie de communication de l'IDPS, coordonnée par AEQUITAS, les objectifs de la CSPPS, et les intérêts communicationnels au niveau international.

Communication externe et sensibilisation

En 2015, la CSPPS a entrepris de développer activement la communication externe sur les activités de la plateforme. Des efforts ont été entrepris pour sensibiliser les parties prenantes extérieures concernées et les nouveaux membres. Au cours de l'année 2015, des discussions ont été menées avec les donateurs déjà impliqués et les nouveaux, sur leur soutien potentiel aux activités réalisées par la CSPPS. Ce processus a débouché sur la conclusion d'accords avec de nouveaux donateurs afin de sécuriser la dotation en ressources nécessaires au secrétariat de la CSPPS pour qu'il soit en mesure de coordonner efficacement toutes les affaires de la CSPPS.

Les donateurs nouveaux, ou ayant déjà participé par le passé, avec qui des discussions ont été entamées en 2015 en vue de conclure un accord de financement sont notamment : le ministère néerlandais des Affaires étrangères et le ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA). Leur soutien vient compléter les contributions déjà allouées par le DFID et Cordaid.

En tant que porte-parole officiel de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), la CSPPS a développé des efforts de communication sur les objectifs et cibles de la plateforme vis-à-vis du Dialogue international. En plus de ces efforts, la plateforme a également soutenu diverses activités de plaidoyer et de sensibilisation adressées à différents nouveaux publics cibles. Au cours de l'année 2015, la CSPPS a noué des contacts de façon proactive avec de nouveaux types de public, ce qui a permis d'impliquer de nouveaux membres dans la plateforme. Ces nouvelles interactions ont ainsi contribué à consolider la présence de la plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État.

Les efforts coordonnés de communication offrent une base solide pour sensibiliser de nouveaux donateurs et entretenir les relations avec les partenaires existants. La CSPPS a réussi à instaurer une relation de travail étroite avec la Suède et la Sierra Leone, en tant que coprésidents de l'IDPS, et à renforcer les perspectives de coopération bilatérale avec les représentants de gouvernements clés (c.-à-d. la Suisse, l'Allemagne et les Pays-Bas). La communication réalisée autour des réunions globales et événements parallèles ont contribué à la question de la coordination de la société civile au sein des discussions sur la consolidation de la paix et a été l'occasion de débattre de l'adhésion potentielle de nouveaux membres, des organisations et réseaux tels que *Search for Common Ground* (SFCG/USA), *UNOY Peacebuilders* (UNOY/Pays-Bas), *Finn Church Aid* (FCA/Finlande), *Kvinna Till Kvinna* (Suède) et *Oxfam-Novib* (Pays-Bas).



Coordonnées de la CSPPS

Cordaid, dans le cadre de son engagement en faveur d'une réponse aux situations de fragilité, héberge la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS). La gestion du secrétariat est assurée par Peter van Sluijs, stratège en chef chez Cordaid.

Les coordonnées du secrétariat sont présentées ci-dessous. Nous restons à votre disposition pour toute question.

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

Secrétariat OSC IDPS c/o
Cordaid Lutherse Burgwal
10 2512 CB La Haye Pays-
Bas

Personne à contacter :

Peter van Sluijs, Coordinateur du secrétariat CSPPS

Adresse postale :

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS), c/o

Cordaid, P.O. Box 16440 2500 BK, La Haye, Pays-Bas

E-mail : peter.van.sluijs@cordaid.org

Tél.: +31 (0) 70 3136 300

Mobile : +31 (0) 6 41887737

Coordonnées complémentaires :

E-mail : info@cspps.org

Personnel du secrétariat CSPPS :

Mireille Kabasubabo, Chargé de politique et des communications (basée à Kinshasa/RDC)

E-mail : Mudipanu.Mireille@cordaid.org ; mkabasubabo@gmail.com

Eric Sanchez Garcia, Chargé de programme (basé à La Haye/Pays-Bas)

E-mail : eric.sanchez.garcia@gmail.com

Site Internet : consulter notre site : <http://www.cspps.org>

Twitter : @idps_cspps

Facebook : <http://www.facebook.com/civilsocietyplatform>

Annexes

Annexe 1 : Rapports financiers détaillés 2015

Tableau 2 : Présentation générale des contributions donateurs / accords de financement pour la période 2015

Donneur	Période	Fonds alloués (EURO) (montants obtenus)	Fonds alloués (montants prévus)	Dépenses financières enregistrées en 2015
Suisse (FDFA)*	Jan-déc. 2015	320.000 CHF 304 000,46 EUR	400 000 CHF *	234 078 EUR
Pays-Bas (MinBZ)	Jan-déc. 2015**	190 000 EUR	200 000 EUR	110 000 EUR
Royaume-Uni (DFID)	Jan- mars 2015***	187 837,71 EUR ****	500 000 GBP	138 844 EUR
Cordaid	Jan-déc. 2015	15 788 EUR	100 000 EUR	15 788 EUR
Total		697 626,17 EUR (obtenus)		498 710 EUR

* Nouveau financement du FDFA pour la période 2015-2017 mis à disposition dans le cadre de l'accord de financement #81034431 – 2015 indiqué ici.

** Il a été convenu de prolonger ce financement sans coût supplémentaire jusqu'à juillet 2016

*** Accord de financement responsable DFID prolongé jusqu'au 31-03-2015

**** La demande finale de décaissement comprenait les dépenses restantes de 2014 telles que rapportées dans le RA2014

Tableau 3 : Rapport financier détaillé de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État 2015

Dépenses 2015	(EURO)	Dépenses financées 2015	(EURO)
Coûts de personnel / Coordination CSPPS	190 182,00 €	Ministère du Développement international (DFID)	138 844,00 €
Coût de Communication CSPPS	46 092,00 €	Ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA)	234 078,00 €
Frais consultants / soutien direct au projet	123 868,00 €	Ministère néerlandais des Affaires étrangères (MinBZ)	110 000,00 €
Coût de déplacement (incl. ateliers & séminaires – réunions CSPPS et IDPS)	60 012,00 €	Cordaid	15 788,00 €
Subventions à d'autres organisations	78 556,00 €		
Coûts totaux 2015	498 710,00 €	Dépenses financées totales 2015	498 710,00 €

Sources de financement :

DFID = Ministère britannique du Développement international

FDFA = Agence Suisse pour la coopération et de le développement - Ministère fédéral suisse des Affaires étrangères

MinBZ = Ministère néerlandais des Affaires étrangères

Annexe 2 : Liste des membres de la plateforme CSPPS

Les principaux membres de la CSPPS à la date de janvier 2015 sont :

* = désigne un point focal CSPPS

Pays du g7+ :

Afghanistan	Human Rights Focus Organisation (HRFO)
	Afghanistan Women's Network (AWN) *
Burundi	Réseau Femme et Paix (RFP)*
République centrafricaine (RCA)	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (PREGESCO) *
Côte d'Ivoire	Forum national sur la dette et la pauvreté (FNDP)*
Tchad	Organisation des acteurs non étatiques du Tchad (OANET)*
RDC	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (PREGESCO) *
	Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 - CRJ 1325 (DRC)
Guinée Bissau	Voz di Paz*
Guinée Conakry	Organisation pour le développement durable et intégré de la Guinée (ODDI-Guinée)*
Libéria	New African Research and Development Agency (NARDA)*
	Platform for Dialogue and Peace (P4DP)
	Action for Genuine Democratic Alternative (AGENDA)
Sierra Leone	Sierra Leone Association of NGOs (SLANGO)*
	Fambul Tok
	Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL)
Somalie	IIDA Women's Development Organization
Soudan du Sud	South Sudan NGO Forum
	GADET-Pentagon *
Timor Leste	Forum ONG Timor Leste (FONGTIL)*
Togo	Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)*

Pays non membres du g7+ :

Népal	Asian Academy for Peace, Research and Development
Nigéria	Center for Social Development and Education in Africa (CSDEA)
Sénégal, Régional	Réseau des Plateformes d'ONG d'Afrique de l'ouest et centrale (REPAOC)
Zimbabwe	Female Prisoners Trust (FEMPRIST)

ONG internationales membres :

- Alliance for Peacebuilding (USA)
- Africa Platform (Kenya - Régional, Afrique)
- CDA Collaborative Learning Projects (USA)
- Cordaid (Pays-Bas)
- Conciliation Resources (Royaume-Uni)
- FriEnt (Allemagne)
- GPPAC (Pays-Bas)
- Integrity Action (Royaume-Uni)
- International Alert (Royaume-Uni)
- International Budget Partnership (USA)
- Interpeace (Switzerland, USA)
- Saferworld (Royaume-Uni, USA)
- swisspeace (Suisse)
- WANEP (Ghana - Régional, Afrique de l'Ouest)
- World Vision International (mondial)

Annexe 3 : Liste des coprésidents des axes de travail et des membres du Comité exécutif de la CSPPS (2015-2016)

Comité exécutif de la CSPPS (pour 2015)

- Peter van Sluijs, Catholic Organisation for Relief & Development Aid (Cordaid), Pays-Bas
- James Cox, Peacifica, Australie (président du Comité exécutif 2015)
- Georges Tshionza Mata, Programme de Renforcement des Capacités de la Société Civile dans la Prévention et la Gestion des Conflits en Afrique centrale (PREGESCO), RDC
- Foday Sesay, Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL), Sierra Leone
- Theophilus Ekpon, Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA), Nigéria
- Pascasie Barampama, Réseau Femmes et Paix, Burundi
- Lulseged Abebe, International Alert, Éthiopie
- Guy Aho Tete Benissan, REPAOC, Sénégal
- Azaryuon Matin, HRFO, Afghanistan

Axes de travail et coprésidents de la CSPPS

Axe de travail sur l'engagement global

- Theophilus Ekpon, Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA), Nigéria
- Thomas Wheeler, Saferworld, Royaume-Uni

Axe de travail sur le soutien par les pairs et la coordination des points focaux

- Irène Esambo, Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 (CRJ 1325), RDC
- Foday Sesay, Democracy and Development Associated-Sierra Leone (DADA-SL), Sierra Leone

Axe de travail sur les instruments du New Deal

- Georges Tshionza Mata, Programme de Renforcement des Capacités de la Société Civile dans la Prévention et la Gestion des Conflits en Afrique centrale (PREGESCO), RDC
- Erin McCandless, The New School, USA

Coprésidents des groupes de travail de l'IDPS

Coprésident de la CSPPS du groupe de travail sur la mise en œuvre de l'IDPS (IWG)

- Coprésidente : Mme Erin McCandless, the New School, USA
- Suppléant : M. Georges Tshionza Mata, PREGESCO, RDC

Coprésident de la CSPPS du groupe de travail technique (TWG)

- Coprésidente : Mme Deqa Hagi Yusuf Yasin, IIDA-Women's Development, Somalie
- Suppléant : M. James Cox, Peacifica, Australie

Annexe 4 : Liste des principaux événements auxquels la CSPPS a participé, qu'elle a co-organisés ou facilités en 2015

Février

- Banque mondiale, **Forum Fragilité, Conflit et Violence**, Washington, DC, 11-13 février
- Événement parallèle de la CSPPS durant le Forum FCV : **Amplifier la voix de la société civile dans le New Deal**, Washington, DC, 12 février
- Discussion de l'OCDE « **The New Deal and Ebola – a framework for effective recovery** », Paris, 27 février

Mars

- OCDE, atelier informel « **Situations of fragility in the Financing for Development discussion** », Paris, 20 mars
- Séminaire organisé par l'association UN en Chine **Promoting Peaceful and Inclusive Societies for Sustainable Development in the New Global Development Agenda**, Beijing, 24 mars (avec la GPPAC et la CSPPS)
- g7+ & OIT, rencontre technique, atelier : **Jobs for Peace and Resilience in the Framework of Fragile-to-Fragile Cooperation**, Bruxelles, 30 mars-1er avril

Avril

- Réunion de printemps de la Banque mondiale, événement parallèle IDPS : **Next Generation Peacebuilding**, Washington, D.C., USA, 18 avril

Mai

- **Forum de Stockholm sur la sécurité et développement**, Stockholm, 12 mai
- Atelier commun de l'INCAF avec les groupes de travail INCAF : PSG 1, **Legitimate Politics : Foster inclusive political settlements and conflict resolution**, 19 mai
- **Réunion du Comité exécutif de la CSPPS**, Abidjan, Côte d'Ivoire 21 & 24 mai
- **Réunion du groupe de travail IDPS (IWG)**, Abidjan, Côte d'Ivoire, 22-23 mai
- **Réunion du groupe de pilotage de l'IDPS (SGM)**, Abidjan, Côte d'Ivoire, 25 mai

Juin

- Conférence organisée par la CSPPS, le PNUD et FCA « **Ensuring Impact and Inclusivity in Fragile States** », Helsinki, 16-18 juin

Juillet

- Conférence organisée par le PNUD « **UNDP Engagement with the New Deal : Taking Stock and Accelerating Implementation** », Addis-Abeba, 1-2 juillet
- Consultation technique et **Conférence internationale sur le relèvement après Ebola de l'ONU**, New York, 9 juillet

Août

- **Forum mondial sur la Jeunesse, la paix et la sécurité**, Amman, Jordanie, 20-22 août

Septembre

- **Sommet des Nations unies sur le développement durable**, New York, 25-27 septembre
- **Réunions des champions IDPS**, 24 septembre

Novembre

- Réunion des directeurs INCAF (DLM), **Overview of the NDIR and the OECD research on States of Fragility 2015 report**, Paris, 2-3 novembre
- 17^{ème} réunion du groupe de pilotage de l'IDPS, **l'avenir de l'IDPS et le New Deal**, Paris, 4-5 novembre
- 2^{ème} **Forum du partenariat mondial de Busan, Corée**, Global Partnership for Effective Development Cooperation, Séoul, République de Corée, 23-24 novembre

Décembre

- Réunion technique du g7+, **Mise en œuvre et suivi des objectifs de développement durable (ODD)**, Nairobi, Kenya, 7-8 décembre 2015

Annexe 5 : Présentation générale des projets de la CSPPS en 2015

Projets de la CSPPS financés en 2015				
Pays, OSC point focal	Nom du projet, date de mise en œuvre	Objectifs de soutien du processus du New Deal dans le pays	Principaux résultats et impact	Financement autorisé (EUR)
RCA, CSPPS Comité exécutif	Soutien entre pairs dirigé par Irène Esambo, membre du Comité exécutif, février 2015	Permettre aux OSC de contribuer à l'évaluation nationale de la fragilité, et de ses dimensions, établir des liens avec la feuille de route politique nationale.	Organisation de trois journées d'échange entre toutes les parties prenantes sur le New Deal, ayant abouti à la création d'une EP pour la RCA, désignation d'un point focal, prise en compte de la contribution de la société civile dans l'évaluation de la fragilité.	2 500
RCA, Pregesco-RCA	Atelier préparatoire en vue de la participation de la société civile à la relance de la mise en œuvre du New Deal dans le pays suite aux événements tragiques en République centrafricaine (RCA), 27-28 février	Promouvoir les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, construire des capacités pour les acteurs et réseaux d'OSC en RCA en matière d'analyse des situations de fragilité et de conflit ; fournir aux OSC une base analytique des plans nationaux ; établir un mécanisme de dialogue permanent.	Les acteurs d'OSC ont été parties prenantes à toutes les étapes du processus ; des outils d'analyse sont disponibles pour aider les OSC dans leur engagement à mettre en œuvre le New Deal.	3 000
RCA, Pregesco-RCA	Atelier de restitution pour la construction de capacités des OSC, avril 2015	Promouvoir l'appropriation des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, renforcer les capacités nationales des OSC d'analyse des facteurs de fragilité et de conflit, d'évaluation de la fragilité, renforcer les capacités institutionnelles des coalitions d'OSC et leur implication dans les plans nationaux.	Une meilleure appropriation du processus du ND, formulation d'une proposition pour clarifier le processus d'évaluation de la fragilité, adoption d'un plan d'action de la coalition pour garantir la représentation de l'OSC au sein du ND.	4 300
Côte d'Ivoire FNDP	Projet de renforcement et de construction des capacités de la coalition d'OSC	Sensibiliser les acteurs d'OSC, en vue d'un large partenariat ; dissémination des premiers résultats du projet auprès des OSC.	Meilleure connaissance des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État au sein de la sphère politique. Renforcement des capacités de l'EP et de la collaboration entre le PNUD et le Point focal du New Deal en Côte d'Ivoire pour présenter les résultats du premier projet de dissémination du New Deal. Inclure les médias pour les activités de sensibilisation.	10 000

Nigéria, CSDEA	Lutter contre l'extrémisme au XXI ^e siècle : optimiser le soutien de la société civile aux mécanismes de prévention et de déradicalisation, novembre 2015	Étude et comparaison des différentes approches des OSC de lutte contre l'extrémisme violent. Contribution : document de politique de 10-15 p., intégrant les résultats à la stratégie de la CSPPS et plaider pour l'IDPS.	Présenter des enseignements pouvant être utilisés par les EP et les grandes coalitions impliquées dans l'IDPS et le ND, en matière de sécurité et de paix et de réponse aux situations de crise. Elaborer des outils et des stratégies pouvant s'ajuster aux différents contextes nationaux et proposer des études de cas ayant un ancrage communautaire et des réponses possibles à l'extrémisme violent.	18 800
Régional, Pregesco	Mission de plaider auprès du Secrétaire général de la CEEAC	S'assurer du parrainage de la CEEAC pour les programmes de consolidation de la paix menés par les EP de la CSPPS dans tous les pays concernés (Burundi, RDC, RCA et Tchad), étudier les accords de gouvernance entre le Pregesco et le MARAC, et la structure du partenariat pour l'intégration du point focal de la CSPPS.	Conclusions de la réunion présentées dans un mémo ; rédaction d'une proposition d'accord d'engagement entre la CEEAC et le Pregesco en attente des signatures des représentants exécutifs.	5 600
Régional, Guinée, Libéria, Sierra Leone, RDC, Nigéria	De la réflexion à l'action : réponse de la CSPPS à la crise Ebola	Rédaction d'un rapport global présentant des évaluations d'études de cas, des messages prioritaires et des actions à réaliser ; étude comparative de cas (RDC, Nigéria).	Rapport final diffusé auprès des parties prenantes de l'IDPS au niveau national dans cinq pays, et au niveau mondial.	Guinée 15K Libéria 20K Sierra Leone 9K RDC 6K Nigéria 5K Total 55 000
Guinée, ODDI- Guinée	Mise en œuvre du New Deal en Guinée : enseignements tirés et bonnes pratiques en vue de la transition des OMD aux ODD, 1 ^{er} décembre	Identifier les défis et opportunités de la mise en œuvre du New Deal en Guinée, partager des informations sur la transition des OMD aux ODD avec les membres de la plateforme ND ; réorienter et aligner la nouvelle stratégie avec les ODD et consolider le partenariat avec la société civile.	Actualisation du nouveau Conseil national des OSC en Guinée. Consolidation et coordination des travaux des 40 OSC de Guinée en vue de l'Agenda pour 2030. Le ND et les ODD sont diffusés dans l'ensemble du pays.	9 960